

# Journal officiel de l'Union européenne

# L 11



Édition  
de langue française

## Législation

65<sup>e</sup> année  
18 janvier 2022

### Sommaire

#### II Actes non législatifs

##### RÈGLEMENTS

- ★ **Règlement (UE) 2022/63 de la Commission du 14 janvier 2022 modifiant les annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'additif alimentaire dioxyde de titane (E171) <sup>(1)</sup>** ..... 1
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2022/64 de la Commission du 17 janvier 2022 modifiant les règlements d'exécution (UE) 2020/761 et (UE) 2020/1988 en ce qui concerne le système de gestion de certains contingents tarifaires et les quantités pouvant être importées dans le cadre de certains contingents tarifaires** ..... 6
- ★ **Règlement d'exécution (UE) 2022/65 de la Commission du 17 janvier 2022 modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine <sup>(1)</sup>** ..... 13

##### RECOMMANDATIONS

- ★ **Recommandation (UE) 2022/66 du Conseil du 17 janvier 2022 modifiant la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction** ..... 52

##### ORIENTATIONS

- ★ **Orientation (UE) 2022/67 de la Banque centrale européenne du 6 janvier 2022 modifiant l'orientation (UE) 2021/830 concernant les statistiques relatives aux postes de bilan et les statistiques relatives aux taux d'intérêt des institutions financières monétaires (BCE/2022/1)** ..... 56

<sup>(1)</sup> Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

# FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.



## II

(Actes non législatifs)

## RÈGLEMENTS

## RÈGLEMENT (UE) 2022/63 DE LA COMMISSION

du 14 janvier 2022

**modifiant les annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'additif alimentaire dioxyde de titane (E171)**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 sur les additifs alimentaires <sup>(1)</sup>, et notamment son article 10, paragraphe 3,

vu le règlement (CE) n° 1331/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant une procédure d'autorisation uniforme pour les additifs, enzymes et arômes alimentaires <sup>(2)</sup>, et notamment son article 7, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

- (1) L'annexe II du règlement (CE) n° 1333/2008 établit la liste de l'Union des additifs alimentaires autorisés dans les denrées alimentaires et énonce les conditions de leur utilisation.
- (2) L'annexe III du règlement (CE) n° 1333/2008 établit la liste de l'Union des additifs alimentaires autorisés dans les additifs alimentaires, les enzymes alimentaires, les arômes alimentaires et les nutriments et énonce les conditions de leur utilisation.
- (3) Le dioxyde de titane (E171) est une substance autorisée en tant que colorant dans certaines denrées alimentaires, conformément à l'annexe II du règlement (CE) n° 1333/2008.
- (4) Conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1331/2008, la liste de l'Union des additifs alimentaires peut être mise à jour soit à l'initiative de la Commission, soit à la suite d'une demande.
- (5) L'article 32, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1333/2008 prévoit que tous les additifs alimentaires qui étaient déjà autorisés dans l'Union avant le 20 janvier 2009 font l'objet d'une nouvelle évaluation des risques réalisée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après l'«Autorité»).
- (6) Le 14 septembre 2016, l'Autorité a publié un avis scientifique relatif à la réévaluation de la sécurité du dioxyde de titane (E171) en tant qu'additif alimentaire <sup>(3)</sup> concluant que les marges de sécurité calculées dans l'avis n'étaient pas préoccupantes. Néanmoins, l'Autorité a recommandé des essais toxicologiques supplémentaires, une étude étendue sur 90 jours ou une étude de toxicité pour la reproduction sur plusieurs générations ou encore une étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération conformément aux lignes directrices actuelles de l'OCDE, afin de pouvoir établir une valeur recommandée aux fins de la protection de la santé (dose journalière admissible - DJA) pour le dioxyde de titane (E171). L'Autorité a également recommandé de modifier les spécifications de l'Union concernant le dioxyde de titane (E171) en introduisant une caractérisation de la distribution en taille des particules et le pourcentage de particules à l'échelle nanométrique présentes dans le dioxyde de titane (E171) utilisé en tant qu'additif alimentaire, et en révisant les limites maximales pour les impuretés d'éléments toxiques.

<sup>(1)</sup> JO L 354 du 31.12.2008, p. 16.

<sup>(2)</sup> JO L 354 du 31.12.2008, p. 1.

<sup>(3)</sup> The EFSA Journal 2016;14(9):4545.

- (7) Le 30 janvier 2017, la Commission a lancé un appel public à données scientifiques et technologiques relatives au dioxyde de titane (E 171) ciblant les besoins en données recensés dans l'avis scientifique sur la réévaluation de cette substance en tant qu'additif alimentaire.
- (8) Le 2 octobre 2017 et le 29 juin 2018, compte tenu des recommandations formulées par l'Autorité, les exploitants ont présenté une proposition de modification des spécifications concernant le dioxyde de titane (E171) et ont soumis les données nécessaires. Le 7 août 2018, la Commission a demandé à l'Autorité de rendre un avis scientifique sur la question de savoir si les données fournies étaient de manière adéquate la modification proposée des spécifications relatives au dioxyde de titane (E171).
- (9) Le 12 juillet 2019, l'Autorité a publié un avis scientifique sur les modifications proposées des spécifications relatives au dioxyde de titane (E171) utilisé en tant qu'additif alimentaire. L'Autorité a conclu que des paramètres supplémentaires relatifs à la distribution en taille des particules devaient figurer dans les spécifications et a recommandé une révision de la définition de l'additif alimentaire dioxyde de titane (E171) dans les spécifications de l'Union. L'Autorité a également conclu que, sur la base de la modification proposée des spécifications, il y avait lieu de procéder à un réexamen de la base de données toxicologiques sur le dioxyde de titane (E171) en tant qu'additif alimentaire conformément aux exigences en matière de données spécifiées dans le document de 2018 intitulé «Guidance on risk assessment of the application of nanoscience and nanotechnologies in the food and feed chain» (Orientations relatives à l'évaluation des risques liés à l'application des nanosciences et des nanotechnologies dans la chaîne alimentaire humaine et animale) <sup>(4)</sup>.
- (10) Le 6 mars 2020, la Commission a demandé à l'Autorité d'évaluer la sécurité de l'additif alimentaire dioxyde de titane (E171) en tenant compte des modifications proposées des spécifications, des données provenant d'une étude étendue de toxicité pour la reproduction sur une génération soumises par un groupement d'exploitants intéressés en réponse à l'appel public à données lancé en 2017, ainsi que de toutes les nouvelles données pertinentes devenues disponibles depuis l'achèvement de la réévaluation du dioxyde de titane (E171) en 2016, y compris les données considérées comme conformes aux exigences en matière de données spécifiées dans les orientations de 2018 sur les nanotechnologies.
- (11) Le 6 mai 2021, l'Autorité a publié un avis scientifique sur l'évaluation de la sécurité du dioxyde de titane (E171) en tant qu'additif alimentaire <sup>(5)</sup>. À la lumière de l'avis sur les modifications proposées des spécifications et conformément aux orientations de 2018 sur les nanotechnologies, l'avis prend également en considération, outre toutes les nouvelles données pertinentes, les données sur la génotoxicité potentielle des nanoparticules de dioxyde de titane publiées avant 2016, qui n'avaient jusqu'alors pas été reconnues comme pertinentes pour la réévaluation de 2016. Dans son avis, l'Autorité a indiqué que, sur la base de tous les éléments probants disponibles, on ne pouvait pas exclure un risque lié à la génotoxicité et, compte tenu des nombreuses incertitudes, elle a conclu que le dioxyde de titane (E171) ne pouvait plus être considéré comme sûr lorsqu'il est utilisé en tant qu'additif alimentaire. L'Autorité n'a ni signalé ni recommandé de nouvelles études susceptibles d'atténuer la préoccupation relative à la génotoxicité et les autres incertitudes qui subsistent.
- (12) À la lumière des conclusions formulées par l'Autorité dans son avis de 2021 à propos de la sécurité du dioxyde de titane (E171) lorsqu'il est utilisé en tant qu'additif alimentaire, il convient de supprimer l'autorisation d'utiliser du dioxyde de titane (E171) dans les denrées alimentaires. En conséquence, le dioxyde de titane (E171) ne peut plus être utilisé dans les denrées alimentaires. Étant donné que l'utilisation du dioxyde de titane (E171) dans les denrées alimentaires ne sera plus autorisée, il convient également de supprimer la référence à cette substance dans l'inscription relative à l'utilisation du silicate alumino-potassique (E555) en tant que support, qui figure à l'annexe III, partie 1, du règlement (CE) n° 1333/2008.
- (13) Toutefois, étant donné que l'Autorité n'a pas mis en évidence de préoccupation sanitaire immédiate liée au dioxyde de titane (E171) utilisé en tant qu'additif alimentaire et afin de permettre une transition en douceur, il convient que les denrées alimentaires contenant du dioxyde de titane (E171) utilisé conformément aux règles applicables avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement puissent être mises sur le marché jusqu'à six mois après cette date. Ces denrées alimentaires peuvent alors continuer à être commercialisées jusqu'à leur date de durabilité minimale ou leur date limite de consommation.

<sup>(4)</sup> The EFSA Journal 2018;16(7):5327.

<sup>(5)</sup> The EFSA Journal 2021;19(5):6585.

- (14) La directive 2009/35/CE du Parlement européen et du Conseil <sup>(6)</sup> limite l'utilisation des colorants dans les médicaments à usage humain et vétérinaire à ceux qui sont autorisés conformément au règlement (CE) n° 1333/2008 sur les additifs alimentaires, pour lesquels des spécifications ont été établies dans le règlement (UE) n° 231/2012 de la Commission <sup>(7)</sup>. Les utilisations d'excipients autres que des colorants dans les médicaments sont soumises aux règles de l'Union relatives aux médicaments et sont évaluées dans le cadre de l'établissement du profil global bénéfique/risque d'un médicament.
- (15) En réponse à une demande de la Commission, l'Agence européenne des médicaments (EMA) a fourni, le 8 septembre 2021, une analyse scientifique sur la finalité technique de l'utilisation du dioxyde de titane (E171) dans les médicaments, sur la faisabilité du remplacement et les éventuels délais pour obtenir des solutions de remplacement. Dans ses conclusions, l'EMA a indiqué que le dioxyde de titane est utilisé dans les médicaments principalement comme colorant et opacifiant, même s'il a de multiples fonctions. Elle a également souligné que le dioxyde de titane est fréquemment utilisé dans un certain nombre de médicaments essentiels à prendre par voie orale sous forme solide ou semi-solide. L'EMA a aussi souligné que, d'un point de vue technique, il devrait être possible de trouver des alternatives pour remplacer le dioxyde de titane (E171) dans les enrobages, comme colorant aussi bien que pour d'autres utilisations. Cependant, elle a également souligné que la faisabilité n'est pas confirmée à ce stade, étant donné que le remplacement du dioxyde de titane (E171) aurait une incidence négative sur la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments. L'EMA a insisté sur la nécessité d'évaluer soigneusement les solutions de remplacement, notamment pour s'assurer de leur compatibilité avec les divers composants de chaque produit pharmaceutique. Le remplacement du dioxyde de titane (E171) dans les médicaments autorisés requiert un examen et une évaluation individuels, ce qui nécessiterait éventuellement des études de bioéquivalence. En outre, l'EMA a conclu qu'il était difficile, à ce stade, de recommander une période de transition précise pour le remplacement du dioxyde de titane (E171) utilisé dans les médicaments, étant donné que la reformulation de chaque médicament individuel pourrait prendre plusieurs années, en fonction de la complexité de la reformulation et des études requises. Enfin, compte tenu de l'ampleur de l'utilisation de cet excipient et du volume des produits concernés, et compte tenu du caractère mondial des chaînes d'approvisionnement, l'EMA a souligné qu'une obligation de remplacer le dioxyde de titane (E171) entraînerait presque certainement d'importantes pénuries de médicaments sur le marché de l'Union.
- (16) Sur la base de l'analyse scientifique de l'EMA, et afin d'éviter des pénuries de médicaments susceptibles d'avoir une incidence sur la santé publique, le dioxyde de titane (E171) devrait rester provisoirement sur la liste des additifs autorisés pour permettre son utilisation dans les médicaments en tant que colorant, en attendant la mise au point de solutions de remplacement appropriées, tout en garantissant la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments concernés. Néanmoins, durant cette période, le dioxyde de titane (E171) devrait être inclus dans la liste des colorants qui ne peuvent pas être vendus directement aux consommateurs.
- (17) Il est crucial que l'industrie pharmaceutique fasse tous les efforts possibles pour accélérer la recherche et le développement de solutions alternatives qui remplaceraient le dioxyde de titane (E171) dans les médicaments et pour apporter la modification nécessaire aux termes des autorisations de mise sur le marché concernées. Si de tels efforts ne sont pas consentis, les autorités compétentes peuvent demander aux parties prenantes concernées de présenter une justification objective et vérifiable expliquant la non-faisabilité du remplacement.
- (18) La Commission s'engage à réexaminer, dans un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la nécessité de maintenir le dioxyde de titane (E171) sur la liste de l'Union des additifs alimentaires pour une utilisation exclusive en tant que colorant dans les médicaments, ou de le retirer de cette liste. Ce réexamen devrait s'appuyer sur une évaluation actualisée de l'EMA à réaliser avant le 1<sup>er</sup> avril 2024. Il devrait tenir compte des progrès réalisés dans l'intervalle pour mettre au point des alternatives à l'utilisation du dioxyde de titane (E171) dans les médicaments, tant en ce qui concerne les nouveaux médicaments que les médicaments autorisés, et prendre en considération les incidences éventuelles sur la qualité, la sécurité et l'efficacité, ainsi que sur la disponibilité des médicaments. Si le remplacement du dioxyde de titane (E171) dans les médicaments n'a pas eu lieu ou n'a pas débuté dans le délai susmentionné, seules des raisons objectives vérifiables liées à l'impossibilité de le remplacer devraient être prises en considération.
- (19) Il y a donc lieu de modifier en conséquence les annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008.
- (20) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

<sup>(6)</sup> Directive 2009/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative aux matières pouvant être ajoutées aux médicaments en vue de leur coloration (JO L 109 du 30.4.2009, p. 10).

<sup>(7)</sup> Règlement (UE) n° 231/2012 de la Commission du 9 mars 2012 établissant les spécifications des additifs alimentaires énumérés aux annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008 du Parlement européen et du Conseil (JO L 83 du 22.3.2012, p. 1).

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

Les annexes II et III du règlement (CE) n° 1333/2008 sont modifiées conformément à l'annexe du présent règlement.

*Article 2*

Jusqu'au 7 août 2022, les denrées alimentaires produites conformément aux règles applicables avant le 7 février 2022 peuvent continuer à être mises sur le marché. Après cette date, elles peuvent rester sur le marché jusqu'à leur date de durabilité minimale ou leur date limite de consommation.

*Article 3*

Dans un délai de trois ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission, après consultation de l'Agence européenne des médicaments, réexamine la nécessité de maintenir le dioxyde de titane (E171) sur la liste de l'Union des additifs alimentaires figurant à l'annexe II, partie B, du règlement (CE) n° 1333/2008 pour une utilisation exclusive en tant que colorant dans les médicaments, ou de le retirer de cette liste.

*Article 4*

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 janvier 2022.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

—

## ANNEXE

1. L'annexe II du règlement (CE) n° 1333/2008 est modifiée comme suit:

a) au point 2 de la partie A, le point 5) est remplacé par le texte suivant:

«5. Les colorants E 123, E 127, E 160b(i), E 160b(ii), E 161 g, E 171, E 173 et E 180 et leurs mélanges ne peuvent pas être vendus directement aux consommateurs.»

b) dans la partie B, le point 1 «Colorants» est modifié comme suit:

1) l'inscription relative à l'additif alimentaire E 171 (dioxyde de titane) est remplacée par l'inscription suivante:

|        |                        |
|--------|------------------------|
| «E 171 | Dioxyde de titane (**) |
|--------|------------------------|

2) la note de bas de page suivante (\*\*) est ajoutée après la note (\*):

«(\*\*) Le dioxyde de titane n'est pas autorisé dans les catégories de denrées alimentaires énumérées dans les parties D et E. Cette substance figure sur la liste B1 car elle est utilisée dans des médicaments conformément à la directive 2009/35/CE du Parlement européen et du Conseil (JO L 109 du 30.4.2009, p. 10).»;

c) dans la partie C, au point 2) «Groupe II: Colorants alimentaires autorisés sur la base du principe quantum satis», l'inscription relative à l'additif alimentaire E 171 (dioxyde de titane) est supprimée;

d) la partie E est modifiée comme suit:

1) dans la catégorie 04.2.4.1 (Préparations de fruits et de légumes à l'exclusion de la compote), l'inscription relative à l'additif alimentaire E 171 (dioxyde de titane) est supprimée;

2) dans la catégorie 09.2 (Poisson et produits de la pêche transformés, y compris mollusques et crustacés), les trois inscriptions concernant l'additif alimentaire E 171 (dioxyde de titane) sont supprimées.

2. À l'annexe III, partie 1, du règlement (CE) n° 1333/2008, l'inscription relative à l'additif alimentaire E 555 (Silicate alumino-potassique) est remplacée par l'inscription suivante:

|        |                             |                             |                                    |
|--------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------------|
| «E 555 | Silicate alumino-potassique | 90 % par rapport au pigment | E 172 (oxyde et hydroxyde de fer)» |
|--------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------------|

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/64 DE LA COMMISSION****du 17 janvier 2022****modifiant les règlements d'exécution (UE) 2020/761 et (UE) 2020/1988 en ce qui concerne le système de gestion de certains contingents tarifaires et les quantités pouvant être importées dans le cadre de certains contingents tarifaires**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil <sup>(1)</sup>, et notamment son article 187 et son article 223, paragraphe 3,

vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et (CE) n° 485/2008 du Conseil <sup>(2)</sup>, et notamment son article 66, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) n° 510/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 déterminant le régime d'échange applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles et abrogeant les règlements (CE) n° 1216/2009 et (CE) n° 614/2009 du Conseil <sup>(3)</sup>, et notamment son article 9, premier alinéa, points a) à d), et son article 16, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) 2020/761 de la Commission <sup>(4)</sup> établit les règles relatives à la gestion des contingents tarifaires d'importation et d'exportation pour les produits agricoles gérés sur la base d'un système de certificats d'importation et d'exportation et prévoit des règles spécifiques.
- (2) Le règlement d'exécution (UE) 2020/1988 de la Commission <sup>(5)</sup> établit les règles pour la gestion des contingents tarifaires d'importation destinés à être utilisés suivant l'ordre chronologique des dates d'acceptation des déclarations en douane (principe du «premier arrivé, premier servi»).
- (3) L'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et le Commonwealth d'Australie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 relatif à la modification de concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'UE à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, conclu par la décision (UE) 2021/2234 du Conseil <sup>(6)</sup>, modifie certains contingents tarifaires en ce qui concerne les quantités de produits à importer d'Australie.

<sup>(1)</sup> JO L 347 du 20.12.2013, p. 671.

<sup>(2)</sup> JO L 347 du 20.12.2013, p. 549.

<sup>(3)</sup> JO L 150 du 20.5.2014, p. 1.

<sup>(4)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2020/761 de la Commission du 17 décembre 2019 portant modalités d'application des règlements (UE) n° 1306/2013, (UE) n° 1308/2013 et (UE) n° 510/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système de gestion des contingents tarifaires sur la base de certificats (JO L 185 du 12.6.2020, p. 24).

<sup>(5)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2020/1988 de la Commission du 11 novembre 2020 portant modalités d'application des règlements (UE) n° 1308/2013 et (UE) n° 510/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la gestion des contingents tarifaires d'importation conformément au principe du «premier arrivé, premier servi» (JO L 422 du 14.12.2020, p. 4).

<sup>(6)</sup> Décision (UE) 2021/2234 du Conseil du 29 novembre 2021 relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et l'Australie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 en ce qui concerne la modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (JO L 452 du 16.12.2021, p. 1).



- (4) L'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République d'Indonésie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 relatif à la modification de concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'UE à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, conclu par la décision (UE) 2021/1197 du Conseil <sup>(7)</sup>, modifie certains contingents tarifaires en ce qui concerne les quantités de produits à importer d'Indonésie.
- (5) Les modifications apportées par ces accords devraient être prises en compte dans les annexes des règlements d'exécution (UE) 2020/761 et (UE) 2020/1988.
- (6) En outre, dans un souci de transparence, il convient que les États membres notifient à la Commission les quantités couvertes par les certificats d'importation pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4003, en plus de celles déjà énumérées à l'article 16, paragraphe 8, du règlement d'exécution (UE) 2020/761.
- (7) L'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et l'Australie supprime la répartition en sous-périodes pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4129. Cette modification devrait être prise en compte à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2020/761.
- (8) Pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4002, la période contingentaire commence le 1<sup>er</sup> juillet. Il convient de préciser à l'article 43, paragraphe 9, du règlement d'exécution (UE) 2020/761 que les certificats d'importation délivrés avant le début de la période contingentaire sont valables pendant trois mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet.
- (9) L'article 72, paragraphe 6, du règlement d'exécution (UE) 2020/761 prévoit que la quantité est exprimée en unités entières, arrondies à l'unité supérieure. Afin d'assurer la cohérence avec les règles d'arrondissement prévues à l'annexe D, titre II, groupe 6 (Identification des marchandises), du règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission <sup>(8)</sup> et à l'article 8, paragraphe 2, point a), du règlement d'exécution (UE) 2016/1239 de la Commission <sup>(9)</sup>, il convient que les certificats d'authenticité et les certificats IMA 1 (Inward Monitoring Arrangement) délivrés par des pays tiers pour la gestion de certains contingents tarifaires indiquent la quantité pour laquelle ils sont utilisés, arrondie aux kilogrammes.
- (10) L'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République argentine au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 relatif à la modification de concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'UE à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, conclu par la décision (UE) 2021/1213 du Conseil <sup>(10)</sup>, a augmenté la quantité disponible pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4168 pour le riz originaire de tous les pays à l'exception du Royaume-Uni. Cet accord a également créé deux nouveaux contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 9.4289 et 09.4290 pour les volailles originaires d'Argentine. Le règlement d'exécution (UE) 2021/1401 de la Commission <sup>(11)</sup> a apporté les modifications correspondantes au règlement d'exécution (UE) 2020/761, y compris

<sup>(7)</sup> Décision (UE) 2021/1197 du Conseil du 13 juillet 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République d'Indonésie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 en ce qui concerne la modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (JO L 260 du 21.7.2021, p. 1).

<sup>(8)</sup> Règlement délégué (UE) 2015/2446 de la Commission du 28 juillet 2015 complétant le règlement (UE) n° 952/2013 du Parlement européen et du Conseil au sujet des modalités de certaines dispositions du code des douanes de l'Union (JO L 343 du 29.12.2015, p. 1).

<sup>(9)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2016/1239 de la Commission du 18 mai 2016 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le régime des certificats d'importation et d'exportation (JO L 206 du 30.7.2016, p. 44).

<sup>(10)</sup> Décision (UE) 2021/1213 du Conseil du 13 juillet 2021 relative à la signature, au nom de l'Union, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République argentine au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 relatif à la modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (JO L 264 du 26.7.2021, p. 1).

<sup>(11)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2021/1401 de la Commission du 25 août 2021 modifiant les règlements d'exécution (UE) 2020/761 et (UE) 2020/1988 en ce qui concerne les quantités pouvant être importées dans le cadre de certains contingents tarifaires (JO L 302 du 26.8.2021, p. 1).

dans le tableau relatif au contingent tarifaire 09.4168 figurant à l'annexe III dudit règlement et dans les tableaux relatifs aux contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.4213 et 09.4412 de l'annexe XII dudit règlement, dans lesquels l'Argentine figure parmi les pays dont les produits ne doivent pas provenir. Toutefois, cet acte modificatif avait omis d'adapter la répartition de la nouvelle quantité pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4168 entre ses sous-périodes, ainsi que d'inclure une référence à l'Argentine dans la ligne «Inscriptions spécifiques à faire figurer sur la demande de certificat et sur le certificat» dans les tableaux des contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.4213 et 09.4412.

- (11) À l'article 47, paragraphe 3, du règlement d'exécution (UE) 2020/761, la température des viandes congelées est définie par référence à l'entrée sur le territoire douanier de l'Union, tandis que dans le règlement d'exécution (UE) 2020/1988, il est fait référence à la mise en libre pratique dans l'Union. Afin d'assurer la cohérence et d'éviter tout risque d'interprétation erronée, il convient d'aligner le libellé de l'article 20, paragraphe 1 et de l'article 24, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2020/1988 sur celui de l'article 47, paragraphe 3, du règlement d'exécution (UE) 2020/761.
- (12) Il convient donc de modifier les règlements d'exécution (UE) 2020/761 et (UE) 2020/1988 en conséquence.
- (13) Il convient que les modifications apportées au règlement d'exécution (UE) 2020/761 s'appliquent aux périodes contingentaires suivant l'entrée en vigueur du présent règlement. Toutefois, les modifications apportées aux contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.4129, 09.4521, 09.4522, 09.4213 et 09.4412 devraient s'appliquer à compter de la première période de demande de certificats suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.
- (14) Les modifications apportées à l'article 20, paragraphe 1, et à l'article 24, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) 2020/1988 devraient s'appliquer à partir des périodes contingentaires commençant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement. La modification concernant les contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.0126, 09.2105, 09.2106 et 09.2012 devrait s'appliquer à compter du début des périodes contingentaires en cours.
- (15) Il est nécessaire de prévoir certaines dispositions transitoires pour adapter les périodes contingentaires en cours aux quantités disponibles à la suite des modifications apportées par le présent règlement. En particulier, pour les contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.0126, 09.2105, 09.2106 et 09.2012, les opérateurs qui ont importé des marchandises hors contingent avant l'entrée en vigueur du présent règlement devraient être remboursés sur demande.
- (16) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de l'organisation commune des marchés agricoles,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

### **Modifications du règlement d'exécution (UE) 2020/761**

Le règlement d'exécution (UE) 2020/761 est modifié comme suit:

- 1) À l'article 16, le paragraphe 8 est remplacé par le texte suivant:

«8. Pour les notifications à la Commission visées dans le présent règlement et concernant les contingents tarifaires de viandes bovines associés aux numéros d'ordre 09.4450, 09.4451, 09.4452, 09.4453, 09.4454, 09.4002, 09.4003, 09.4455, 09.4001 et 09.4004, les quantités sont exprimées en kilogrammes de poids du produit, par pays d'origine et par catégorie de produit, conformément à la partie B de l'annexe XV du présent règlement. Toutefois, pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4003, le pays d'origine ne doit pas être notifié.».

- 2) L'article 27 est modifié comme suit:

- a) au troisième alinéa, le numéro d'ordre «09.4129» est supprimé;
- b) au quatrième alinéa, le numéro d'ordre «09.4129» est supprimé;

c) le cinquième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Les quantités relevant d'un contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4127, 09.4128 ou 09.4130 qui n'ont pas été utilisées ou attribuées pendant les précédentes sous-périodes sont ajoutées au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4138 au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année. Cette disposition s'applique également aux quantités relevant du contingent tarifaire 09.4129 qui n'ont pas été attribuées avant le 1<sup>er</sup> septembre ou utilisées avant le 1<sup>er</sup> octobre.».

3) À l'article 43, le paragraphe 9 est remplacé par le texte suivant:

«9. Les certificats d'importation délivrés pour le contingent tarifaire 09.4002 sont valables pendant trois mois à compter de leur date de délivrance respective. Les certificats délivrés avant le début de la période contingente sont valables pendant trois mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet.».

4) À l'article 72, le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant:

«6. L'autorité de délivrance des certificats note sur le certificat d'authenticité ou sur le certificat IMA 1 et sur leur copie le numéro de délivrance du certificat et la quantité pour laquelle ce document a été utilisé. La quantité est exprimée en unités entières arrondies au kilogramme le plus proche conformément aux règles énoncées à l'article 8, paragraphe 2, point a), du règlement d'exécution (UE) 2016/1239. Le certificat d'authenticité ou le certificat IMA 1 est conservé par l'autorité de délivrance des certificats. La copie est renvoyée au demandeur afin d'être utilisée pour les régimes douaniers lorsque le titre III du présent règlement le prévoit.».

5) Les annexes III, IV, VIII, IX et XII sont modifiées conformément à l'annexe I du présent règlement.

## Article 2

### Modifications du règlement d'exécution (UE) 2020/1988

Le règlement d'exécution (UE) 2020/1988 est modifié comme suit:

1) À l'article 20, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Aux fins du présent règlement, pour les contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.0142 et 09.0143, on entend par "hampe congelée" la hampe qui, au moment de son entrée sur le territoire douanier de l'Union, est présentée en état congelé avec une température interne égale ou inférieure à - 12 °C.».

2) À l'article 24, paragraphe 1, le point a) est remplacé par le texte suivant:

«a) on entend par "viande congelée" la viande qui, au moment de son entrée sur le territoire douanier de l'Union, a une température interne égale ou inférieure à - 12 °C;».

3) L'annexe I est modifiée conformément à l'annexe II du présent règlement.

## Article 3

### Dispositions transitoires

1. Sauf disposition contraire à l'article 4 du présent règlement ou dans les annexes II à XII du règlement d'exécution (UE) 2020/761, lorsque la période contingente d'un contingent tarifaire donné a déjà commencé à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la différence entre la nouvelle quantité et les quantités déjà allouées est mise à la disposition des demandes déposées après l'entrée en vigueur du présent règlement.

2. Aux fins du règlement d'exécution (UE) 2020/1988, la quantité disponible pour le reste de la période contingente en cours à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est la différence entre la nouvelle quantité et les quantités déjà allouées avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

Si, pour les contingents tarifaires portant les numéros 09.2105, 09.2106 et 09.2012, la quantité précédemment disponible est épuisée à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la différence entre la nouvelle quantité et la quantité précédente est allouée aux opérateurs selon l'ordre chronologique de la date d'acceptation de la déclaration en douane de mise en libre pratique. Les opérateurs qui ont importé leurs marchandises hors contingent avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont remboursés, à leur demande et dans la mesure où le solde restant du contingent tarifaire le permet, pour autant que la différence de droits a déjà acquittée.

Pour le contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.0126, pour lequel aucune quantité n'était disponible avant l'entrée en vigueur du présent règlement, les opérateurs sont remboursés, à leur demande et dans la mesure où le solde restant du contingent tarifaire le permet, pour autant que la différence de droits a déjà acquittée.

#### Article 4

##### **Entrée en vigueur et application**

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

L'article 1<sup>er</sup> s'applique aux contingents tarifaires concernés à compter de la première période contingente suivant l'entrée en vigueur du présent règlement. L'article 1<sup>er</sup>, point 2, et les points 1, 4 et 5 b) de l'annexe I, s'appliquent à compter de la première période de demande de certificat suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

L'article 2, points 1) et 2) s'applique à compter des périodes contingentes commençant suivant l'entrée en vigueur du présent règlement. L'article 2, point 3) s'applique à compter du début des périodes contingentes en cours.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 janvier 2022.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

## ANNEXE I

Les annexes III, IV, VIII, IX et XII du règlement d'exécution (UE) 2020/761 sont modifiées comme suit:

1) L'annexe III est modifiée comme suit:

a) le tableau suivant correspondant au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4129 est modifié comme suit:

i) la ligne «Sous-périodes contingentaires» est remplacée par ce qui suit:

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>«Sous-période contingentaire</b> | Du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 septembre» |
|-------------------------------------|---|

ii) la ligne «Quantité (en kilogrammes)» est remplacée par la ligne suivante:

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>«Quantité (en kilogrammes)</b> | 240 000 kg» |
|-----------------------------------|-------------|

b) dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4168, la ligne «Quantité (en kilogrammes)» est remplacée par ce qui suit:

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| <b>«Quantité (en kilogrammes)</b> | 28 360 000 kg, répartis comme suit:<br>28 360 000 kg pour la sous-période allant du 1 <sup>er</sup> au 30 septembre<br>Report de la sous-période précédente, pour la sous-période allant du 1 <sup>er</sup> octobre au 31 décembre» |
|-----------------------------------|---|

2) À l'annexe IV, dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4317, à la ligne «Quantité (en kilogrammes)», la quantité «4 961 000 kg» est remplacée par «9 925 000 kg».

3) À l'annexe VIII, dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4451, à la ligne «Quantité (en kilogrammes)», la quantité «2 481 000 kg» est remplacée par «3 389 000 kg».

4) L'annexe IX est modifiée comme suit:

a) dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4521, à la ligne «Quantité (en kilogrammes)», la quantité «3 711 000 kg» est remplacée par «1 113 000 kg»;

b) dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4522, à la ligne «Quantité (en kilogrammes)», la quantité «500 000 kg» est remplacée par «150 000 kg».

5) L'annexe XII est modifiée comme suit:

a) dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4213, la ligne «Mentions spécifiques à porter sur la demande de certificat et sur le certificat» est remplacée par ce qui suit:

|   |   |
|---|---|
| <b>«Mentions spécifiques à porter sur la demande de certificat et sur le certificat</b> | Les certificats comportent, dans la case 24, la mention "Ne pas utiliser pour les produits provenant du Brésil, de la Thaïlande, de l'Argentine et du Royaume-Uni"» |
|---|---|

b) dans le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.4412, la ligne «Mentions spécifiques à porter sur la demande de certificat et sur le certificat» est remplacée par ce qui suit:

|   |   |
|---|---|
| <b>«Mentions spécifiques à porter sur la demande de certificat et sur le certificat</b> | Les certificats comportent, dans la case 24, la mention "Ne pas utiliser pour les produits provenant du Brésil, de la Thaïlande, de l'Argentine et du Royaume-Uni"» |
|---|---|

## ANNEXE II

L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2020/1988 est modifiée comme suit:

- (1) à la rubrique «Contingents tarifaires dans le secteur des céréales», après le tableau relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.0125, le tableau suivant relatif au contingent tarifaire portant le numéro d'ordre 09.0126 est inséré:

|   |  |
|---|--|
| <b>«Numéro d'ordre</b>  | <b>09.0126</b>   |
| <b>Base juridique spécifique</b>  | Accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République d'Indonésie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 relatif à la modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (*), conclu par la décision (UE) 2021/1197 du Conseil (**). |
| <b>Désignation du produit et codes NC</b>   | Racines de manioc (cassave), ignames ( <i>Dioscorea</i> spp.), colocases ( <i>Colocasia</i> spp.), yautias ( <i>Xanthosoma</i> spp.), racines d'arrow-root et de salep et racines et tubercules similaires à haute teneur en féculé:<br><br>ex 0714 10 00 (voir codes TARIC) au sens de l'article 7 du présent règlement<br><br>0714 30 00<br>0714 40 00<br>0714 50 00<br>0714 90 20   |
| <b>Codes TARIC</b>  | 0714 10 00 10<br>0714 10 00 99   |
| <b>Origine</b>  | Indonésie  |
| <b>Quantité</b>   | 165 000 000 kg poids net   |
| <b>Période contingentaie</b>  | Du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre  |
| <b>Sous-périodes contingentaires</b>  | Sans objet   |
| <b>Preuve de l'origine</b>  | Certificat d'origine délivré par les autorités compétentes, conformément à l'article 57 du règlement d'exécution (UE) 2015/2447  |
| <b>Droit de douane contingentaie</b>  | 6 % ad valorem   |
| <b>Garantie à constituer conformément à l'article 2 du règlement délégué (UE) 2020/1987</b> | Sans objet   |
| <b>Conditions spécifiques</b>   | Sans objet   |

(\*) JO L 260 du 21.7.2021, p. 3.

(\*\*) Décision (UE) 2021/1197 du Conseil du 13 juillet 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord sous forme d'échange de lettres entre l'Union européenne et la République d'Indonésie au titre de l'article XXVIII de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1994 en ce qui concerne la modification des concessions pour l'ensemble des contingents tarifaires de la liste CLXXV de l'Union européenne à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (JO L 260 du 21.7.2021, p. 1).»;

- (2) à la rubrique «Contingents tarifaires dans le secteur de la viande ovine et caprine», dans le tableau relatif aux contingents tarifaires portant les numéros d'ordre 09.2105, 09.2106 et 09.2012, à la ligne «Quantité», la quantité «3 837 000 kg» est remplacée par «5 851 000 kg».

**RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/65 DE LA COMMISSION****du 17 janvier 2022****modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») <sup>(1)</sup>, et notamment son article 71, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) La peste porcine africaine est une maladie virale infectieuse qui touche les porcins détenus et les porcins sauvages et peut avoir une incidence grave sur la population animale concernée et la rentabilité des élevages, perturbant ainsi les mouvements d'envois de ces animaux et des produits qui en sont issus au sein de l'Union et les exportations vers les pays tiers.
- (2) Le règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission <sup>(2)</sup> a été adopté en vertu du règlement (UE) 2016/429; il établit des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine à appliquer pendant une période limitée par les États membres mentionnés à son annexe I (ci-après les «États membres concernés»), dans les zones réglementées I, II et III répertoriées à cette annexe.
- (3) Les zones répertoriées en tant que zones réglementées I, II et III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 ont été établies sur la base de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la peste porcine africaine. L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 a été modifiée en dernier lieu par le règlement d'exécution (UE) 2021/2308 de la Commission <sup>(3)</sup>, à la suite d'évolutions de la situation épidémiologique relative à cette maladie en Pologne.
- (4) Les modifications des zones réglementées I, II et III répertoriées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient être fondées sur la situation épidémiologique relative à la peste porcine africaine dans les zones touchées par cette maladie et sur la situation épidémiologique globale relative à la peste porcine africaine dans l'État membre concerné, sur le niveau de risque de propagation de cette maladie, sur des principes et critères scientifiquement fondés utilisés pour la définition géographique de la régionalisation consécutive à la présence de peste porcine africaine et sur les lignes directrices de l'Union convenues avec les États membres au sein du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et accessibles au public sur le site web de la Commission <sup>(4)</sup>. Ces modifications devraient également tenir compte des normes internationales, telles que le Code sanitaire pour les animaux terrestres <sup>(5)</sup> de l'Organisation mondiale de la santé animale, et des justifications relatives à la régionalisation fournies par les autorités compétentes des États membres concernés.
- (5) Depuis l'adoption du règlement d'exécution (UE) 2021/2308, de nouveaux foyers de peste porcine africaine sont apparus chez des porcins sauvages en Pologne. En outre, la situation épidémiologique dans certaines zones répertoriées comme zones réglementées III en Pologne s'est améliorée en ce qui concerne les porcins détenus, en raison des mesures de lutte contre la maladie appliquées par cet État membre conformément à la législation de l'Union.

<sup>(1)</sup> JO L 84 du 31.3.2016, p. 1.

<sup>(2)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission du 7 avril 2021 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine (JO L 129 du 15.4.2021, p. 1).

<sup>(3)</sup> Règlement d'exécution (UE) 2021/2308 de la Commission du mercredi 22 décembre 2021 modifiant l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 établissant des mesures spéciales de lutte contre la peste porcine africaine (JO L 461 du 27.12.2021, p. 40).

<sup>(4)</sup> Document de travail SANTE/7112/2015/Rev. 3 «Principles and criteria for geographically defining ASF regionalisation» (Principes et critères utilisés pour la définition géographique de la régionalisation due à la présence de peste porcine africaine), [https://ec.europa.eu/food/animals/animal-diseases/control-measures/asf\\_fr](https://ec.europa.eu/food/animals/animal-diseases/control-measures/asf_fr)

<sup>(5)</sup> Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE, 28<sup>e</sup> édition, 2019. ISBN du volume I: 978-92-95108-85-1; ISBN du volume II: 978-92-95108-86-8. <https://www.oie.int/fr/normes/code-terrestre/>

- (6) En décembre 2021 et janvier 2022, plusieurs foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages ont été observés dans la région Świętokrzyskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à ladite annexe et touchée par ces récents foyers de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II à ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ces foyers récents.
- (7) En outre, en décembre 2021, plusieurs foyers de peste porcine africaine a été observé chez des porcins sauvages dans la région de Wielkopolskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 en tant que zone réglementée II et située à proximité immédiate de zones actuellement répertoriées en tant que zone réglementée I. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée comme zone réglementée I dans ladite annexe et située à proximité immédiate de la zone répertoriée comme zone réglementée II qui est touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée comme zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt que comme zone réglementée I.
- (8) En outre, en décembre 2021, plusieurs foyers de peste porcine africaine a été observé chez des porcins sauvages dans la région de Wielkopolskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 en tant que zone réglementée II et située à proximité immédiate de zones actuellement répertoriées en tant que zone réglementée I. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée comme zone réglementée I dans ladite annexe et située à proximité immédiate de la zone répertoriée comme zone réglementée III qui est touchée par ce récent foyer de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée comme zone réglementée II dans ladite annexe, plutôt que comme zone réglementée I.
- (9) En outre, en janvier 2022, plusieurs foyers de peste porcine africaine ont été observés chez des porcins sauvages dans la région de Dolnośląskie, en Pologne, dans une zone actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Ces nouveaux foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages entraînent une augmentation du niveau de risque, dont il convient de tenir compte dans cette annexe. En conséquence, la zone de Pologne actuellement répertoriée en tant que zone réglementée I à ladite annexe et touchée par ces récents foyers de peste porcine africaine devrait désormais être répertoriée en tant que zone réglementée II à ladite annexe, plutôt qu'en tant que zone réglementée I, et les limites actuelles de la zone réglementée I devraient également être redéfinies pour tenir compte de ces foyers récents.
- (10) À la suite de l'apparition récente de ces foyers de peste porcine africaine chez des porcins sauvages en Pologne, et compte tenu de la situation épidémiologique actuelle de la peste porcine africaine dans l'Union, la régionalisation dans cet État membre a été réexaminée et mise à jour. Par ailleurs, les mesures de gestion des risques mises en place ont également été réexaminées et actualisées. Il convient d'incorporer ces modifications à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605.
- (11) De plus, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans la zone réglementée III répertoriée à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Lettonie conformément au règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission <sup>(6)</sup>, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques pour la peste porcine africaine définies dans le code de l'OIE, certaines zones dans le comté de Skrundas en Lettonie, actuellement répertoriées en tant que zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 de la Commission, devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus dans ces zones réglementées III au cours des douze derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées II, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.
- (12) Enfin, compte tenu de l'efficacité des mesures de lutte contre la peste porcine africaine chez les porcins détenus dans les zones réglementées III répertoriées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 qui sont appliquées en Pologne conformément au règlement délégué (UE) 2020/687, et notamment celles prévues aux articles 22, 25 et 40 dudit règlement, et en conformité avec les mesures d'atténuation des risques définies dans le code de l'OIE pour la peste porcine africaine, certaines zones de la région de Opolskie, en Pologne, actuellement répertoriées en tant que

<sup>(6)</sup> Règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci (JO L 174 du 3.6.2020, p. 64).



zones réglementées III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées I dans ladite annexe, en raison de l'absence de foyers de peste porcine africaine chez les porcins détenus et les porcins sauvages dans ces zones réglementées III au cours des trois derniers mois. Les zones réglementées III devraient désormais être répertoriées en tant que zones réglementées I, compte tenu de la situation épidémiologique actuelle en ce qui concerne la peste porcine africaine.

- (13) Pour tenir compte des évolutions récentes de la situation épidémiologique de la peste porcine africaine dans l'Union, et en vue de lutter de manière proactive contre les risques liés à la propagation de cette maladie, il convient que de nouvelles zones réglementées d'une dimension suffisante soient délimitées en Pologne et dûment répertoriées en tant que zones réglementées I et III à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605. Étant donné que la situation en ce qui concerne la peste porcine africaine est très dynamique dans l'Union, il a été tenu compte de la situation dans les zones environnantes lors de la délimitation de ces nouvelles zones réglementées.
- (14) Compte tenu de l'urgence de la situation épidémiologique dans l'Union en ce qui concerne la propagation de la peste porcine africaine, il importe que les modifications apportées à l'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 par le présent règlement prennent effet le plus rapidement possible.
- (15) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

*Article premier*

L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 est remplacée par le texte figurant en annexe du présent règlement.

*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 17 janvier 2022.

*Par la Commission*  
*La présidente*  
Ursula VON DER LEYEN

## ANNEXE

L'annexe I du règlement d'exécution (UE) 2021/605 est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE I

**ZONES RÉGLEMENTÉES**

## PARTIE I

**1. Allemagne**

Les zones réglementées I suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

— Landkreis Dahme-Spreewald:

- Gemeinde Alt Zauche-Wußwerk,
- Gemeinde Byhleguhre-Byhlen,
- Gemeinde Märkische Heide, mit den Gemarkungen Alt Schadow, Neu Schadow, Pretschen, Plattkow, Wittmannsdorf, Schuhlen-Wiese, Bückchen, Kuschkow, Gröditsch, Groß Leuthen, Leibchel, Glietz, Groß Leine, Dollgen, Krugau, Dürrenhofe, Biebersdorf und Klein Leine,
- Gemeinde Neu Zauche,
- Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Groß Liebitz, Guhlen, Mochow und Siegadel,
- Gemeinde Spreewaldheide,
- Gemeinde Straupitz,

— Landkreis Märkisch-Oderland:

- Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Müncheberg, Eggersdorf bei Müncheberg und Hoppegarten bei Müncheberg,
- Gemeinde Bliesdorf mit den Gemarkungen Kunersdorf - westlich der B167 und Bliesdorf - westlich der B167
- Gemeinde Märkische Höhe mit den Gemarkungen Reichenberg und Batzlow,
- Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Haselberg, Frankenfelde, Schulzendorf, Lüdersdorf Biesdorf, Rathsdorf - westlich der B 167 und Wriezen - westlich der B167
- Gemeinde Buckow (Märkische Schweiz),
- Gemeinde Strausberg mit den Gemarkungen Hohenstein und Ruhlsdorf,
- Gemeine Garzau-Garzin,
- Gemeinde Waldsiefersdorf,
- Gemeinde Rehfelde mit der Gemarkung Werder,
- Gemeinde Reichenow-Mögelin,
- Gemeinde Prötzel mit den Gemarkungen Harnekop, Sternebeck und Prötzel östlich der B 168 und der L35,
- Gemeinde Oberbarnim,
- Gemeinde Bad Freienwalde mit der Gemarkung Sonnenburg,
- Gemeinde Falkenberg mit den Gemarkungen Dannenberg, Falkenberg westlich der L 35, Gersdorf und Krüge,
- Gemeinde Höhenland mit den Gemarkungen Steinbeck, Wollenberg und Wölsickendorf,

- Landkreis Barnim:
  - Gemeinde Joachimsthal östlich der L220 (Eberswalder Straße), östlich der L23 (Töpferstraße und Templiner Straße), östlich der L239 (Glambecker Straße) und Schorfheide (JO) östlich der L238,
  - Gemeinde Friedrichswalde mit der Gemarkung Glambeck östlich der L 239,
  - Gemeinde Althüttendorf,
  - Gemeinde Ziethen mit den Gemarkungen Groß Ziethen und Klein Ziethen westlich der B198,
  - Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Golzow, Senftenhütte, Buchholz, Schorfheide (Ch), Chorin westlich der L200 und Sandkrug nördlich der L200,
  - Gemeinde Britz,
  - Gemeinde Schorfheide mit den Gemarkungen Altenhof, Werbellin, Lichterfelde und Finowfurt,
  - Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit der Gemarkungen Finow und Spechthausen und der Gemarkung Eberswalde südlich der B167 und westlich der L200,
  - Gemeinde Breydin,
  - Gemeinde Melchow,
  - Gemeinde Sydower Fließ mit der Gemarkung Grüntal nördlich der K6006 (Landstraße nach Tuchen), östlich der Schönholzer Straße und östlich Am Postweg,
  - Hohenfinow südlich der B167,
- Landkreis Uckermark:
  - Gemeinde Passow mit den Gemarkungen Briest, Passow und Schönow,
  - Gemeinde Mark Landin mit den Gemarkungen Landin nördlich der B2, Grünow und Schönermark,
  - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Frauenhagen, Mürow, Angermünde nördlich und nordwestlich der B2, Dobberzin nördlich der B2, Kerkow, Welsow, Bruchhagen, Greiffenberg, Günterberg, Biesenbrow, Görldorf, Wolletz und Altkünkendorf,
  - Gemeinde Zichow,
  - Gemeinde Casekow mit den Gemarkungen Blumberg, Wartin, Luckow-Petershagen und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow westlich der L272 und nördlich der L27,
  - Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Hohenselchow nördlich der L27,
  - Gemeinde Tantow,
  - Gemeinde Mescherin
  - Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Geesow sowie den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf nördlich der L27 und B2 bis Gartenstraße,
  - Gemeinde Pinnow nördlich und westlich der B2,
- Landkreis Oder-Spree:
  - Gemeinde Storkow (Mark),
  - Gemeinde Spreenhagen mit den Gemarkungen Braunsdorf, Markgrafpieske, Lebbin und Spreenhagen,
  - Gemeinde Grünheide (Mark) mit den Gemarkungen Kagel, Kienbaum und Hangelsberg,
  - Gemeinde Fürstenwalde westlich der B 168 und nördlich der L 36,
  - Gemeinde Rauen,

- Gemeinde Wendisch Rietz bis zur östlichen Uferzone des Scharmützelsees und von der südlichen Spitze des Scharmützelsees südlich der B246,
- Gemeinde Reichenwalde,
- Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Petersdorf und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow westlich der östlichen Uferzone des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze westlich der L35,
- Gemeinde Tauche mit der Gemarkung Werder,
- Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Jänickendorf, Schönfelde, Beerfelde, Gölsdorf, Buchholz, Tempelberg und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf westlich der L36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande nördlich der L36,
- Landkreis Spree-Neiße:
  - Gemeinde Peitz,
  - Gemeinde Turnow-Preilack,
  - Gemeinde Drachhausen,
  - Gemeinde Schmogrow-Fehrow,
  - Gemeinde Drehnow,
  - Gemeinde Teichland mit den Gemarkungen Maust und Neuendorf,
  - Gemeinde Dissen-Striesow,
  - Gemeinde Briesen,
  - Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen, Sellessen, Spremberg, Bühlow, Laubsdorf, Bagenz und den Gemarkungen Groß Buckow, Klein Buckow östlich des Tagebaues Welzow-Süd,
  - Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kathlow, Haasow, Roggosen, Koppatz, Neuhausen, Frauendorf, Groß Oßnig, Groß Döbern und Klein Döbern,
- Landkreis Oberspreewald-Lausitz:
  - Gemeinde Grünewald,
  - Gemeinde Hermsdorf,
  - Gemeinde Kroppen,
  - Gemeinde Ortrand,
  - Gemeinde Großmehlen,
  - Gemeinde Lindenau.
- Landkreis Elbe-Elster:
  - Gemeinde Großthiemig,
- Landkreis Prignitz:
  - Gemeinde Groß Pankow mit den Gemarkungen Baek, Tangendorf und Tacken,
  - Gemeinde Karstadt mit den Gemarkungen Groß Warnow, Klein Warnow, Reckenzin, Streesow, Garlin, Dallmin, Postlin, Kribbe, Neuhof, Strehlen und Blüten,
  - Gemeinde Pirow mit der Gemarkung Bresch,
  - Gemeinde Gülitz-Reetz,
  - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Lockstädt, Mansfeld und Laaske,
  - Gemeinde Triglitz,
  - Gemeinde Marienfließ mit der Gemarkung Frehne,
  - Gemeinde Kümmernitztal mit den Gemarkungen Buckow, Preddöhl und Grabow,

- Gemeinde Gerdshagen mit der Gemarkung Gerdshagen,
- Gemeinde Meyenburg,
- Gemeinde Pritzwalk mit der Gemarkung Steffenshagen,

Bundesland Sachsen:

- Landkreis Bautzen
  - Gemeinde Arnsdorf,
  - Gemeinde Burkau,
  - Gemeinde Crostwitz,
  - Gemeinde Cunewalde,
  - Gemeinde Demitz-Thumitz,
  - Gemeinde Doberschau-Gaußig,
  - Gemeinde Elsterheide,
  - Gemeinde Frankenthal,
  - Gemeinde Göda,
  - Gemeinde Großharthau,
  - Gemeinde Großnaundorf,
  - Gemeinde Großpostwitz/O.L.,
  - Gemeinde Haselbachtal,
  - Gemeinde Hochkirch, sofern nicht bereits der Sperrzone II,
  - Gemeinde Königswartha, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Kubschütz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Lichtenberg,
  - Gemeinde Lohsa, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Nebelschütz,
  - Gemeinde Neschwitz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Neukirch,
  - Gemeinde Neukirch/Lausitz,
  - Gemeinde Obergurig,
  - Gemeinde Ohorn,
  - Gemeinde Oßling,
  - Gemeinde Panschwitz-Kuckau,
  - Gemeinde Puschwitz,
  - Gemeinde Räckelwitz,
  - Gemeinde Radibor, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Ralbitz-Rosenthal,
  - Gemeinde Rammenau,
  - Gemeinde Schmölln-Putzkau,
  - Gemeinde Schwepnitz,
  - Gemeinde Sohland a. d. Spree,
  - Gemeinde Spreetal, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Stadt Bautzen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,

- Gemeinde Stadt Bernsdorf,
- Gemeinde Stadt Bischofswerda,
- Gemeinde Stadt Elstra,
- Gemeinde Stadt Großröhrsdorf,
- Gemeinde Stadt Hoyerswerda, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Stadt Kamenz,
- Gemeinde Stadt Lauta,
- Gemeinde Stadt Pulsnitz,
- Gemeinde Stadt Radeberg,
- Gemeinde Stadt Schirgiswalde-Kirschau,
- Gemeinde Stadt Wilthen,
- Gemeinde Stadt Wittichenau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Steina,
- Gemeinde Steinigtwolmsdorf,
- Gemeinde Wachau,
- Stadt Dresden:
  - Stadtgebiet, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Landkreis Görlitz:
  - Gemeinde Beiersdorf,
  - Gemeinde Bertsdorf-Hörnitz,
  - Gemeinde Dürrehennersdorf,
  - Gemeinde Großschönau,
  - Gemeinde Großschweidnitz,
  - Gemeinde Hainewalde,
  - Gemeinde Kurort Jonsdorf,
  - Gemeinde Kottmar,
  - Gemeinde Lawalde,
  - Gemeinde Leutersdorf,
  - Gemeinde Mittelherwigsdorf,
  - Gemeinde Oderwitz,
  - Gemeinde Olbersdorf,
  - Gemeinde Oppach,
  - Gemeinde Oybin,
  - Gemeinde Rosenbach, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Schönbach,
  - Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Stadt Ebersbach-Neugersdorf,
  - Gemeinde Stadt Herrnhut,
  - Gemeinde Stadt Löbau, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Stadt Neusalza-Spremberg,

- Gemeinde Stadt Ostritz, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Gemeinde Stadt Seiffhennersdorf,
- Gemeinde Stadt Zittau,
- Landkreis Meißen:
  - Gemeinde Diera-Zehren östlich der Elbe,
  - Gemeinde Klipphausen östlich der S 177,
  - Gemeinde Lampertswalde, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Niederau,
  - Gemeinde Priestewitz,
  - Gemeinde Stadt Coswig, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
  - Gemeinde Stadt Großenhain,
  - Gemeinde Stadt Meißen im Norden östlich der Elbe bis zur Bahnlinie, im Süden östlich der S 177,
  - Gemeinde Stadt Radebeul,
  - Gemeinde Weinböhla, sofern nicht bereits Teil der Sperrzone II,
- Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:
  - Landkreis Vorpommern Greifswald
    - Gemeinde Penkun südlich der Autobahn A11,
    - Gemeinde Nadrense südlich der Autobahn A11,
  - Landkreis Ludwigslust-Parchim:
    - Gemeinde Balow mit dem Ortsteil: Balow
    - Gemeinde Barkhagen mit den Ortsteilen und Ortslagen: Altenlinden, Kolonie Lalchow, Plauerhagen, Zarchlin, Barkow-Ausbau, Barkow
    - Gemeinde Blievenstorf mit dem Ortsteil: Blievenstorf
    - Gemeinde Brenz mit den Ortsteilen und Ortslagen: Neu Brenz, Alt Brenz
    - Gemeinde Domsühl mit den Ortsteilen und Ortslagen: Severin, Bergrade Hof, Bergrade Dorf, Zieslütze, Alt Dammerow, Schlieven, Domsühl, Domsühl-Ausbau, Neu Schlieven
    - Gemeinde Gallin-Kuppentin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Kuppentin, Kuppentin-Ausbau, Daschow, Zahren, Gallin, Penzlin
    - Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Dresenow, Dresenower Mühle, Twietfort, Ganzlin, Tönchow, Wendisch Priborn, Liebhof, Gnevsdorf
    - Gemeinde Granzin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Lindenbeck, Greven, Beckendorf, Bahlenrade, Granzin
    - Gemeinde Grabow mit den Ortsteilen und Ortslagen: Böschungsbereich und angrenzende Ackerfläche an der Alten Elde (angrenzend an die Gemeinden Prislich und Zierzow)
    - Gemeinde Groß Laasch mit den Ortsteilen und Ortslagen: Waldgebiet zwischen der Ortslage Groß Laasch und der Elde
    - Gemeinde Kremmin mit den Ortsteilen und Ortslagen: Wiesen- und Ackerflächen zwischen K52, B5 und Bahnlinie Hamburg-Berlin
    - Gemeinde Kritzow mit den Ortsteilen und Ortslagen:
      - Schlemmin, Kritzow
    - Gemeinde Lewitzrand mit dem Ortsteil und Ortslage:
      - Matzlow-Garwitz (teilweise)

- Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortschaften: Broock, Wessentin, Wessentin Ausbau, Bobzin, Lübz, Broock Ausbau, Riederfelde, Ruthen, Lutheran, Gischow, Burow, Hof Gischow, Ausbau Lutheran, Meyerberg
- Gemeinde Muchow mit dem Ortsteil und Ortschaft: Muchow
- Gemeinde Neustadt-Glewe mit den Ortsteilen und Ortschaften: Flugplatz mit angrenzendem Waldgebiet entlang der K38 und B191 bis zur A24, Wabel
- Gemeinde Obere Warnow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Grebbin und Wozinkel, Gemarkung Kossebade teilweise, Gemarkung Herzfeld mit dem Waldgebiet Bahlenholz bis an die östliche Gemeindegrenze, Gemarkung Woeten unmittelbar östlich und westlich der L16
- Gemeinde Parchim mit den Ortsteilen und Ortschaften: Dargelütz, Neuhof, Kiekindemark, Neu Klockow, Möderitz, Malchow, Damm, Parchim, Voigtsdorf, Neu Matzlow
- Gemeinde Passow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Unterbrüz, Brüz, Welzin, Neu Brüz, Weisin, Charlottenhof, Passow
- Gemeinde Plau am See mit den Ortsteilen und Ortschaften: Reppentin, Gaarz, Silbermühle, Appelburg, Seelust, Plau-Am See, Plötzenhöhe, Klebe, Lalchow, Quetzin, Heidekrug
- Gemeinde Prislich mit den Ortsteilen und Ortschaften: Neese, Werle, Prislich, Marienhof
- Gemeinde Rom mit den Ortsteilen und Ortschaften: Lancken, Stralendorf, Rom, Darze, Klein Niendorf, Paarsch
- Gemeinde Spornitz mit den Ortsteilen und Ortschaften: Dütschow, Primark, Steinbeck, Spornitz
- Gemeinde Stolpe mit den Ortsteilen und Ortschaften: Granzin, Barkow, Stolpe Ausbau, Stolpe
- Gemeinde Werder mit den Ortsteilen und Ortschaften: Neu Benthen, Benthen, Tannenhof, Werder
- Gemeinde Zierzow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Kolbow, Zierzow.

## 2. Estonie

Les zones réglementées I suivantes en Estonie:

- Hiiu maakond.

## 3. Grèce

Les zones réglementées I suivantes en Grèce:

- in the regional unit of Drama:
  - the community departments of Sidironero and Skaloti and the municipal departments of Livadero and Ksiropotamo (in Drama municipality),
  - the municipal department of Paranesti (in Paranesti municipality),
  - the municipal departments of Kokkinogeia, Mikropoli, Panorama, Pyrgoi (in Prosotsani municipality),
  - the municipal departments of Kato Nevrokopi, Chrysokefalo, Achladea, Vathytopos, Volakas, Granitis, Dasotos, Eksohi, Katafyto, Lefkogeia, Mikrokleisoura, Mikromilea, Ochyro, Pagoneri, Perithorio, Kato Vrontou and Potamoi (in Kato Nevrokopi municipality),
- in the regional unit of Xanthi:
  - the municipal departments of Kimmerion, Stavroupoli, Gerakas, Dafnonas, Komnina, Kariofyto and Neochori (in Xanthi municipality),
  - the community departments of Satres, Thermes, Kotyli, and the municipal departments of Myki, Echinou and Oraio and (in Myki municipality),
  - the community department of Selero and the municipal department of Sounio (in Avdira municipality),



- in the regional unit of Rodopi:
  - the municipal departments of Komotini, Anthochorio, Gratini, Thrylorio, Kalhas, Karydia, Kikidio, Kosmio, Pandrosos, Aigeiros, Kallisti, Meleti, Neo Sidirochori and Mega Doukato (in Komotini municipality),
  - the municipal departments of Ipio, Arriana, Darmeni, Archontika, Fillyra, Ano Drosini, Aratos and the Community Departments Kehros and Organi (in Arriana municipality),
  - the municipal departments of Iasmos, Sostis, Asomatoi, Polyanthos and Amvrosia and the community department of Amaxades (in Iasmos municipality),
  - the municipal department of Amaranta (in Maroneia Sapon municipality),
- in the regional unit of Evros:
  - the municipal departments of Kyriaki, Mandra, Mavroklisi, Mikro Dereio, Protokklisi, Roussa, Goniko, Geriko, Sidirochori, Megalo Derio, Sidiro, Giannouli, Agriani and Petrolofos (in Soufli municipality),
  - the municipal departments of Dikaia, Arzos, Elaia, Therapio, Komara, Marasia, Ormenio, Pentalofos, Petrotia, Plati, Ptelea, Kyprinos, Zoni, Fulakio, Spilaio, Nea Vyssa, Kavili, Kastanies, Rizia, Sterna, Ampelakia, Valtos, Megali Doxipara, Neochori and Chandras (in Orestiada municipality),
  - the municipal departments of Asvestades, Ellinochori, Karoti, Koufovouno, Kiani, Mani, Sitochori, Alepochori, Asproneri, Metaxades, Vrysika, Doksa, Elafoxori, Ladi, Paliouri and Poimeniko (in Didymoteixo municipality),
- in the regional unit of Serres:
  - the municipal departments of Kerkini, Livadia, Makrynitsa, Neochori, Platanakia, Petritsi, Akritochori, Vyroneia, Gonimo, Mandraki, Megalochori, Rodopoli, Ano Poroia, Katw Poroia, Sidirokastros, Vamvakophyto, Promahonas, Kamaroto, Strymonochori, Charopo, Kastanousi and Chortero and the community departments of Achladochori, Agkistro and Kapnophyto (in Sintiki municipality),
  - the municipal departments of Serres, Elaionas and Oinoussa and the community departments of Orini and Ano Vrontou (in Serres municipality),
  - the municipal departments of Dasochoriou, Iraqlia, Valtero, Karperi, Koimisi, Lithotopos, Limnochori, Podismeno and Chrysochorafa (in Iraqlia municipality).

#### 4. Lettonie

Les zones réglementées I suivantes en Lettonie:

- Dienvidkurzemes novada Vērgales, Medzes, Grobiņas, Nīcas pagasta daļa uz ziemeļiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļā V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Otaņķu pagasts, Grobiņas pilsēta,
- Ropažu novada Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz rietumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes.

#### 5. Lituanie

Les zones réglementées I suivantes en Lituanie:

- Klaipėdos rajono savivaldybė: Agluonėnų, Dovilų, Gargždų, Priekulės, Vėžaičių, Kretingalės ir Dauparų-Kvietinių seniūnijos,
- Palangos miesto savivaldybė.

#### 6. Hongrie

Les zones réglementées I suivantes en Hongrie:

- Békés megye 950950, 950960, 950970, 951950, 952050, 952750, 952850, 952950, 953050, 953150, 953650, 953660, 953750, 953850, 953960, 954250, 954260, 954350, 954450, 954550, 954650, 954750, 954850, 954860, 954950, 955050, 955150, 955250, 955260, 955270, 955350, 955450, 955510, 955650, 955750, 955760, 955850, 955950, 956050, 956060, 956150 és 956160 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Bács-Kiskun megye 600150, 600850, 601550, 601650, 601660, 601750, 601850, 601950, 602050, 603250, 603750 és 603850 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,

- Budapest 1 kódszámú, vadgazdálkodási tevékenységre nem alkalmas területe,
- Csongrád-Csanád megye 800150, 800160, 800250, 802220, 802260, 802310 és 802450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Fejér megye 400150, 400250, 400351, 400352, 400450, 400550, 401150, 401250, 401350, 402050, 402350, 402360, 402850, 402950, 403050, 403450, 403550, 403650, 403750, 403950, 403960, 403970, 404650, 404750, 404850, 404950, 404960, 405050, 405750, 405850, 405950,
- 406050, 406150, 406550, 406650 és 406750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Győr-Moson-Sopron megye 100550, 100650, 100950, 101050, 101350, 101450, 101550, 101560 és 102150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750150, 750160, 750260, 750350, 750450, 750460, 754450, 754550, 754560, 754570, 754650, 754750, 754950, 755050, 755150, 755250, 755350 és 755450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Komárom-Esztergom megye 250150, 250250, 250450, 250460, 250550, 250650, 250750, 251050, 251150, 251250, 251350, 251360, 251650, 251750, 251850, 252250, kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Pest megye 571550, 572150, 572250, 572350, 572550, 572650, 572750, 572850, 572950, 573150, 573250, 573260, 573350, 573360, 573450, 573850, 573950, 573960, 574050, 574150, 574350, 574360, 574550, 574650, 574750, 574850, 574860, 574950, 575050, 575150, 575250, 575350, 575550, 575650, 575750, 575850, 575950, 576050, 576150, 576250, 576350, 576450, 576650, 576750, 576850, 576950, 577050, 577150, 577350, 577450, 577650, 577850, 577950, 578050, 578150, 578250, 578350, 578360, 578450, 578550, 578560, 578650, 578850, 578950, 579050, 579150, 579250, 579350, 579450, 579460, 579550, 579650, 579750, 580250 és 580450 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe.

## 7. Pologne

Les zones réglementées I suivantes en Pologne:

w województwie kujawsko - pomorskim:

- powiat rypiński,
- powiat brodnicki,
- powiat grudziądzki,
- powiat miejski Grudziądz,
- powiat wąbrzeski,

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gminy Wielbark i Rozogi w powiecie szczycieńskim,

w województwie podlaskim:

- gminy Wysokie Mazowieckie z miastem Wysokie Mazowieckie, Czyżew i część gminy Kulesze Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejną w powiecie wysokomazowieckim,
- gminy Miastkowo, Nowogród, Śniadowo i Zbójna w powiecie łomżyńskim,
- gminy Szumowo, Zambrów z miastem Zambrów i część gminy Kołaki Kościelne położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,
- gminy Grabowo, Kolno i miasto Kolno, Turośl w powiecie kolneńskim,

w województwie mazowieckim:

- powiat ostrołęcki,
- powiat miejski Ostrołęka,
- gminy Bielsk, Brudzeń Duży, Bulkowo, Drobin, Gąbin, Łąck, Nowy Duninów, Radzanowo, Słupno, Staroźreby i Stara Biała w powiecie płońskim,
- powiat miejski Płock,
- powiat ciechanowski,

- gminy Baboszewo, Dzierżążnia, Joniec, Nowe Miasto, Płońsk i miasto Płońsk, Raciąż i miasto Raciąż, Sochocin w powiecie płońskim,
  - powiat sierpecki,
  - gmina Biežuń, Lutocin, Siemiątkowo i Żuromin w powiecie zuromińskim,
  - część powiatu ostrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - gminy Dzieżgowo, Lipowiec Kościelny, Mława, Radzanów, Strzegowo, Stupsk, Szreńsk, Szydłowo, Wiśniewo w powiecie mławskim,
  - powiat przasnyski,
  - powiat makowski,
  - powiat pułtuski,
  - część powiatu wyszkowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - część powiatu węgrowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - część powiatu wołomińskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - gminy Mokobody i Suchożebry w powiecie siedleckim,
  - gminy Dobrze, Jakubów, Kałuszyn, Stanisławów w powiecie mińskim,
  - gminy Bielany i gmina wiejska Sokołów Podlaski w powiecie sokołowskim,
  - powiat gostyniński,
- w województwie podkarpackim:
- powiat jasielski,
  - powiat strzyżowski,
  - część powiatu ropczycko – sędziszowskiego niewymieniona w części I i II załącznika I,
  - gminy Pruchnik, Rokietnica, Roźwienica, w powiecie jarosławskim,
  - gminy Fredropol, Krasiczyn, Krzywczyna, Medyka, Orły, Żurawica, Przemyśl w powiecie przemyskim,
  - powiat miejski Przemyśl,
  - gminy Gać, Jawornik Polski, Kańczuga, część gminy Zarzecze położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Mlecza w powiecie przeworskim,
  - powiat łańcucki,
  - gminy Trzebownisko, Głogów Małopolski, część gminy Świlcza położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 94 i część gminy Sokołów Małopolski położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 875 w powiecie rzeszowskim,
  - gmina Raniżów w powiecie kolbuszowskim,
  - gminy Brzostek, Jodłowa, miasto Dębica, część gminy wiejskiej Dębica położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,
- w województwie świętokrzyskim:
- gminy Nowy Korczyn, Solec-Zdrój, Wiślica, część gminy Busko Zdrój położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec-Podgaje-Kołaczkowice w powiecie buskim,
  - powiat kazimierski,
  - powiat skarżyski,
  - część powiatu opatowskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - część powiatu sandomierskiego niewymieniona w części II załącznika I,
  - gminy Bogoria, Osiek, Staszów i część gminy Rytwiany położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,

- gminy Pawłów, Wąchock, część gminy Brody położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 oraz na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie, drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno - wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,
- powiat ostrowiecki,
- gminy Fałków, Ruda Maleniecka, Radoszyce, Smyków, część gminy Końskie położona na zachód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na południe od linii kolejowej w powiecie koneckim,
- gminy Bodzentyn, Bieliny, Łągów, Nowa Słupia, część gminy Raków położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764, w powiecie kieleckim,
- gminy Działoszyce, Michałów, Pińczów, Złota w powiecie pińczowskim,
- gminy Imielno, Jędrzejów, Nagłowice, Sędziszów, Słupia, Wodzisław w powiecie jędrzejowskim,
- gminy Moskorzew, Radków, Secemin w powiecie włoszczowskim,

w województwie łódzkim:

- gminy Łyszkowice, Kocierzew Południowy, Kiernozia, Chąšno, Nieborów, część gminy wiejskiej Łowicz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 92 biegnącej od granicy miasta Łowicz do zachodniej granicy gminy oraz część gminy wiejskiej Łowicz położona na wschód od granicy miasta Łowicz i na północ od granicy gminy Nieborów w powiecie łowickim,
- gminy Cielądz, Rawa Mazowiecka z miastem Rawa Mazowiecka w powiecie rawskim,
- gminy Bolimów, Głuchów, Godzianów, Lipce Reymontowskie, Maków, Nowy Kawęczyn, Skierniewice, Słupia w powiecie skierniewickim,
- powiat miejski Skierniewice,
- gminy Mniszków, Paradyż, Sławno i Żarnów w powiecie opoczyńskim,
- powiat tomaszowski,
- powiat brzeziński,
- powiat łaski,
- powiat miejski Łódź,
- powiat łódzki wschodni,
- powiat pabianicki,
- powiat wieruszowski,
- gminy Aleksandrów Łódzki, Stryków, miasto Zgierz w powiecie zgierskim,
- gminy Bełchatów z miastem Bełchatów, Drużbice, Kluki, Rusiec, Szczerców, Zelów w powiecie bełchatowskim,
- powiat wieluński,
- powiat sieradzki,
- powiat zduńskowolski,
- gminy Aleksandrów, Czarnocin, Grabica, Moszczenica, Ręczno, Sulejów, Wola Krzysztoporska, Wolbórz w powiecie piotrkowskim,
- powiat miejski Piotrków Trybunalski,
- gminy Masłowice, Przedbórz, Wielgomłyny i Żytno w powiecie radomszczańskim,

w województwie śląskim:

- gmina Koniecpol w powiecie częstochowskim,

w województwie pomorskim:

- gminy Ostaszewo, miasto Krynica Morska oraz część gminy Nowy Dwór Gdański położona na południowy - zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,
- gminy Lichnowy, Miłoradz, Nowy Staw, Malbork z miastem Malbork w powiecie malborskim,
- gminy Mikołajki Pomorskie, Stary Targ i Sztum w powiecie sztumskim,
- powiat gdański,
- Miasto Gdańsk,
- powiat tczewski,
- powiat kwidzyński,

w województwie lubuskim:

- gmina Lubiszyn w powiecie gorzowskim,
- gmina Dobiegniew w powiecie strzelecko – drezdeneckim,

w województwie dolnośląskim:

- gminy Dobroszyce, Dziadowa Kłoda, Międzybórz, Syców, Twardogóra, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie oleśnickim,
- gminy Jordanów Śląski, Kąty Wrocławskie, Kobierzyce, Mietków, Sobótka, część gminy Długołęka położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Żórawina położona na zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,
- część gminy Domaniów położona na południowy zachód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,
- gmina Wiązów w powiecie strzelińskim,
- część powiatu średzkiego niewymieniona w części II załącznika I,
- miasto Świeradów Zdrój w powiecie lubańskim,
- gmina Krotoszyce w powiecie legnickim,
- gminy Pielgrzymka, Świerzawa, Złotoryja z miastem Złotoryja, miasto Wojcieszków w powiecie złotoryjskim,
- powiat lwówecki,
- część powiatu trzebnickiego niewymieniona w części II i III załącznika I,
- część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,
- gminy Jawor, Męcinka, Mściwojów, Paszowice w powiecie jaworskim,
- gminy Dobromierz, Strzegom, Żarów w powiecie świdnickim,
- gmina Krośnice w powiecie milickim,

w województwie wielkopolskim:

- gminy Koźmin Wielkopolski, Rozdrażew, miasto Sulmierzyce, część gminy Krotoszyn położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 15 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 36, nr 36 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 15 do skrzyżowania z drogą nr 444, nr 444 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 do południowej granicy gminy w powiecie krotoszyńskim,
- gminy Brodnica, Dolsk, Śrem w powiecie śremskim,
- gminy Borek Wielkopolski, Piaski, Pogorzela, w powiecie gostyńskim,
- gminy Granowo, Grodzisk Wielkopolski i część gminy Kamieniec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,

- gminy Czempin, Kościan i miasto Kościan, część gminy Śmigiel położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,
- powiat miejski Poznań,
- gminy Buk, Dopiewo, Komorniki, Tarnowo Podgórne, Stęszew, Swarzędz, Pobiedziska, Czerwonak, Mosina, miasto Luboń, miasto Puszczykowo i część gminy Kórnik położona na zachód od linii wyznaczonych przez drogi: nr S11 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 434 i drogę nr 434 biegnącą od tego skrzyżowania do południowej granicy gminy, część gminy Rokietnica położona na południowy zachód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz oraz część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na południe od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie poznańskim,
- gmina Kiszkowo i część gminy Klecko położona na zachód od rzeki Mała Węlna w powiecie gnieźnieńskim,
- powiat czarnkowsko-trzcianecki,
- gmina Kaźmierz, część gminy Duszniki położona na południowy – wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Ostroróg położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo – Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na północ od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 182, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, miasto Szamotuły i część gminy Szamotuły położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg do linii wyznaczonej przez wschodnią granicę miasta Szamotuły i na południe od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły, do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na zachód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słopanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na zachód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,
- gmina Budzyń w powiecie chodzieskim,
- gminy Mieścisko, Skoki i Wągrowiec z miastem Wągrowiec w powiecie wągrowieckim,
- powiat pleszewski,
- gmina Zagórz w powiecie słupeckim,
- gmina Pyzdry w powiecie wrzesińskim,
- gminy Kotlin, Żerków i część gminy Jarocin położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogi nr S11 i 15 w powiecie jarocińskim,
- powiat ostrowski,
- powiat miejski Kalisz,
- gminy Blizanów, Brzeziny, Żelazków, Godziesze Wielkie, Koźminek, Lisków, Opatówek, Szczytniki, część gminy Stawiszyn położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków-Kolonia położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin – Janków w powiecie kaliskim,
- gminy Brudzew, Dobra, Kawęczyn, Przykona, Władysławów, Turek z miastem Turek część gminy Tuliszków położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Turek a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącej od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,
- gminy Rzgów, Grodziec, Krzymów, Stare Miasto, część gminy Rychwał położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,

— powiat kępiński,

— powiat ostrzeszowski,

w województwie opolskim:

— gminy Domaszowice, Pokój, część gminy Namysłów położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie namysłowskim,

— gminy Wołczyn, Kluczbork, Byczyna w powiecie kluczborskim,

— gminy Praszka, Gorzów Śląski część gminy Rudniki położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 42 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 43 i na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 43 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 42 w powiecie oleskim,

— gminy Grodków, Lewin Brzeski, Olszanka, miasto Brzeg, część gminy Skarbimierz położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim,

— gmina Popielów w powiecie opolskim,

w województwie zachodniopomorskim:

— gminy Nowogródek Pomorski, Barlinek, Myślibórz, część gminy Dębno położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na północ od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na północ od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,

— gmina Stare Czarnowo w powiecie gryfińskim,

— gmina Bielice, Kozielice, Pyrzyce w powiecie pyrzyckim,

— gminy Bierzwnik, Krzęcin, Pełczyce w powiecie choszczeńskim,

— część powiatu miejskiego Szczecin położona na zachód od linii wyznaczonej przez rzekę Odra Zachodnia biegnącą od północnej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 10, następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 10 biegnącą od przecięcia z linią wyznaczoną przez rzekę Odra Zachodnia do wschodniej granicy gminy,

— gminy Dobra (Szczecińska), Kołbaskowo, Police w powiecie polickim,

w województwie małopolskim:

— powiat brzeski,

— powiat gorlicki,

— powiat proszowicki,

— powiat nowosądecki,

— powiat miejski Nowy Sącz,

— część powiatu dąbrowskiego niewymieniona w części III załącznika I,

— część powiatu tarnowskiego niewymieniona w części III załącznika I.

## 8. Slovaquie

The following restricted zones I in Slovakia:

— in the district of Nové Zámky: Mužla, Obid, Štúrovo, Nána, Kamenica nad Hronom, Chľaba, Leľa, Bajtava, Salka, Malé Kosihy, Kolta, Jasová, Dubník, Rúbaň, Strekov,

— in the district of Komárno: Bátorové Kosihy, Búč, Kravany nad Dunajom,

— in the district of Veľký Krtíš, the municipalities of Ipeľské Predmostie, Veľká nad Ipľom, Hrušov, Kleňany, Sečianky,

— in the district of Levice, the municipalities of Ipeľské Úľany, Plášťovce, Dolné Túrovce, Stredné Túrovce, Šahy, Tešmak, Pastovce, Zalaba, Malé Ludince, Hronovce, Nýrovce, Želiezovce, Málaš, Čaka,

— the whole district of Krupina, except municipalities included in part II,

- the whole district of Banska Bystrica, except municipalities included in part II,
- in the district of Liptovsky Mikulas – municipalities of Pribylina, Jamník, Svätý Štefan, Kónská, Jakubovany, Liptovský Ondrej, Beňadiková, Vavrišovo, Liptovská Kokava, Liptovský Peter, Dovalovo, Hybe, Liptovský Hrádok, Liptovský Ján, Uhorská Ves, Podtureň, Závažná Poruba, Liptovský Mikuláš, Pavčina Lehota, Demänovská Dolina, Gôtovany, Galovany, Svätý Kríž, Lazisko, Dúbrava, Malatíny, Liptovské Vlchy, Liptovské Kľačany, Partizánska Lupča, Kráľovská Ľubňa, Zemianska Ľubňa, Východná – a part of municipality north from the highway D1,
- in the district of Ružomberok, the municipalities of Liptovská Lužná, Liptovská Osada, Podsuchá, Ludrová, Štiavnička, Liptovská Štiavnica, Nižný Sliač, Liptovské Sliače,
- the whole district of Banska Stiavnica,
- the whole district of Žiar nad Hronom.

## PARTIE II

**1. Bulgarie**

Les zones réglementées II suivantes en Bulgarie:

- the whole region of Haskovo,
- the whole region of Yambol,
- the whole region of Stara Zagora,
- the whole region of Pernik,
- the whole region of Kyustendil,
- the whole region of Plovdiv, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Pazardzhik, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Smolyan,
- the whole region of Dobrich,
- the whole region of Sofia city,
- the whole region of Sofia Province,
- the whole region of Blagoevgrad,
- the whole region of Razgrad,
- the whole region of Kardzhali,
- the whole region of Burgas excluding the areas in Part III,
- the whole region of Varna excluding the areas in Part III,
- the whole region of Silistra, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Ruse, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Veliko Tarnovo, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Pleven, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Targovishte, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Shumen, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Sliven, excluding the areas in Part III,
- the whole region of Vidin, excluding the areas in Part III.

**2. Allemagne**

Les zones réglementées II suivantes en Allemagne:

Bundesland Brandenburg:

- Landkreis Oder-Spree:
  - Gemeinde Grunow-Dammendorf,
  - Gemeinde Mixdorf



- Gemeinde Schlaubetal,
- Gemeinde Neuzelle,
- Gemeinde Neißemünde,
- Gemeinde Lawitz,
- Gemeinde Eisenhüttenstadt,
- Gemeinde Vogelsang,
- Gemeinde Ziltendorf,
- Gemeinde Wiesenau,
- Gemeinde Friedland,
- Gemeinde Siehdichum,
- Gemeinde Müllrose,
- Gemeinde Briesen,
- Gemeinde Jacobsdorf
- Gemeinde Groß Lindow,
- Gemeinde Brieskow-Finkenheerd,
- Gemeinde Ragow-Merz,
- Gemeinde Beeskow,
- Gemeinde Rietz-Neuendorf,
- Gemeinde Tauche mit den Gemarkungen Stremmen, Ranzig, Trebatsch, Sabrodt, Sawall, Mitweide, Lindenberg, Falkenberg (T), Görsdorf (B), Wulfersdorf, Giesensdorf, Briescht, Kossenblatt und Tauche,
- Gemeinde Langewahl,
- Gemeinde Berkenbrück,
- Gemeinde Steinhöfel mit den Gemarkungen Arensdorf und Demitz und den Gemarkungen Steinhöfel, Hasenfelde und Heinersdorf östlich der L 36 und der Gemarkung Neuendorf im Sande südlich der L36,
- Gemeinde Fürstenwalde östlich der B 168 und südlich der L36,
- Gemeinde Diensdorf-Radlow,
- Gemeinde Wendisch Rietz östlich des Scharmützelsees und nördlich der B 246,
- Gemeinde Bad Saarow mit der Gemarkung Neu Golm und der Gemarkung Bad Saarow-Pieskow östlich des Scharmützelsees und ab nördlicher Spitze östlich der L35,
- Landkreis Dahme-Spreewald:
  - Gemeinde Jamlitz,
  - Gemeinde Lieberose,
  - Gemeinde Schwielochsee mit den Gemarkungen Goyatz, Jessern, Lamsfeld, Ressen, Speichrow und Zaue,
- Landkreis Spree-Neiße:
  - Gemeinde Schenkendöbern,
  - Gemeinde Guben,
  - Gemeinde Jänschwalde,
  - Gemeinde Tauer,
  - Gemeinde Teichland mit der Gemarkung Bärenbrück,
  - Gemeinde Heinersbrück,
  - Gemeinde Forst,
  - Gemeinde Groß Schacksdorf-Simmersdorf,
  - Gemeinde Neiße-Malxetal,

- Gemeinde Jämlitz-Klein Döben,
- Gemeinde Tschernitz,
- Gemeinde Döbern,
- Gemeinde Felixsee,
- Gemeinde Wiesengrund,
- Gemeinde Spremberg mit den Gemarkungen Groß Luja, Türkendorf, Graustein, Waldesdorf, Hornow, Schönheide und Liskau,
- Gemeinde Neuhausen/Spree mit den Gemarkungen Kahsel, Drieschnitz, Gablenz, Komptendorf und Sergen,
- Landkreis Märkisch-Oderland:
  - Gemeinde Bleyen-Genschmar,
  - Gemeinde Neuhardenberg,
  - Gemeinde Golzow,
  - Gemeinde Küstriner Vorland,
  - Gemeinde Alt Tucheband,
  - Gemeinde Reitwein,
  - Gemeinde Podelzig,
  - Gemeinde Gusow-Platkow,
  - Gemeinde Seelow,
  - Gemeinde Vierlinden,
  - Gemeinde Lindendorf,
  - Gemeinde Fichtenhöhe,
  - Gemeinde Lietzen,
  - Gemeinde Falkenhagen (Mark),
  - Gemeinde Zeschdorf,
  - Gemeinde Treplin,
  - Gemeinde Lebus,
  - Gemeinde Müncheberg mit den Gemarkungen Jahnsfelde, Trebnitz, Obersdorf, Münchehofe und Hermersdorf,
  - Gemeinde Märkische Höhe mit der Gemarkung Ringenwalde,
  - Gemeinde Bliesdorf mit der Gemarkung Metzdorf und Gemeinde Bliesdorf – östlich der B167 bis östlicher Teil, begrenzt aus Richtung Gemarkungsgrenze Neutrebbin südlich der Bahnlinie bis Straße „Sophienhof“ dieser westlich folgend bis „Ruesterchegraben“ weiter entlang Feldweg an den Windrädern Richtung „Herrnhof“, weiter entlang „Letschiner Hauptgraben“ nord-östlich bis Gemarkungsgrenze Alttrebbin und Kunersdorf – östlich der B167,
  - Gemeinde Bad Freienwalde mit den Gemarkungen Altglietzen, Altranft, Bad Freienwalde, Bralitz, Hohenwutzen, Schiffmühle, Hohensaaten und Neuenhagen,
  - Gemeinde Falkenberg mit der Gemarkung Falkenberg östlich der L35,
  - Gemeinde Oderaue,
  - Gemeinde Wriezen mit den Gemarkungen Altwriezen, Jäckelsbruch, Neugaul, Beauregard, Eichwerder, Rathsdorf – östlich der B167 und Wriezen – östlich der B167,
  - Gemeinde Neulewin,
  - Gemeinde Neutrebbin,
  - Gemeinde Letschin,
  - Gemeinde Zechin,

- Landkreis Barnim:
    - Gemeinde Lunow-Stolzenhagen,
    - Gemeinde Parsteinsee,
    - Gemeinde Oderberg,
    - Gemeinde Liepe,
    - Gemeinde Hohenfinow (nördlich der B167),
    - Gemeinde Niederfinow,
    - Gemeinde (Stadt) Eberswalde mit den Gemarkungen Eberswalde nördlich der B167 und östlich der L200, Sommerfelde und Tornow nördlich der B167,
    - Gemeinde Chorin mit den Gemarkungen Brodowin, Chorin östlich der L200, Serwest, Neuehütte, Sandkrug östlich der L200,
    - Gemeinde Ziethen mit der Gemarkung Klein Ziethen östlich der Serwester Dorfstraße und östlich der B198,
  - Landkreis Uckermark:
    - Gemeinde Angermünde mit den Gemarkungen Crussow, Stolpe, Gellmersdorf, Neukünkendorf, Bölkendorf, Herzsprung, Schmargendorf und den Gemarkungen Angermünde südlich und südöstlich der B2 und Dobberzin südlich der B2,
    - Gemeinde Schwedt mit den Gemarkungen Criewen, Zützen, Schwedt, Stendell, Kummerow, Kunow, Vierraden, Blumenhagen, Oderbruchwiesen, Enkelsee, Gatow, Hohenfelde, Schöneberg, Flemisdorf und der Gemarkung Felchow östlich der B2,
    - Gemeinde Pinnow südlich und östlich der B2,
    - Gemeinde Berkholz-Meyenburg,
    - Gemeinde Mark Landin mit der Gemarkung Landin südlich der B2,
    - Gemeinde Casekow mit der Gemarkung Woltersdorf und den Gemarkungen Biesendahlshof und Casekow östlich der L272 und südlich der L27,
    - Gemeinde Hohenselchow-Groß Pinnow mit der Gemarkung Groß Pinnow und der Gemarkung Hohenselchow südlich der L27,
    - Gemeinde Gartz (Oder) mit der Gemarkung Friedrichsthal und den Gemarkungen Gartz und Hohenreinkendorf südlich der L27 und B2 bis Gartenstraße,
    - Gemeinde Passow mit der Gemarkung Jamikow,
  - Kreisfreie Stadt Frankfurt (Oder),
  - Landkreis Prignitz:
    - Gemeinde Berge,
    - Gemeinde Pirow mit den Gemarkungen Hülsebeck, Pirow und Burow,
    - Gemeinde Putlitz mit den Gemarkungen Sagast, Nettelbeck, Porep, Lütkendorf, Putlitz, Weitgendorf und Telschow,
    - Gemeinde Marienfließ mit den Gemarkungen Jännersdorf, Stepenitz und Krempendorf,
- Bundesland Sachsen:
- Landkreis Bautzen:
    - Gemeinde Großdubrau,
    - Gemeinde Hochkirch nördlich der B6,
    - Gemeinde Königswartha östlich der B96,
    - Gemeinde Kubschütz nördlich der B6,
    - Gemeinde Laußnitz,
    - Gemeinde Lohsa östlich der B96,
    - Gemeinde Malschwitz,

- Gemeinde Neschwitz östlich der B96,
- Gemeinde Ottendorf-Okrilla,
- Gemeinde Radibor östlich der B96,
- Gemeinde Spreetal östlich der B97,
- Gemeinde Stadt Bautzen östlich des Verlaufs der B96 bis Abzweig S 156 und nördlich des Verlaufs S 156 bis Abzweig B6 und nördlich des Verlaufs der B 6 bis zur östlichen Gemeindegrenze,
- Gemeinde Stadt Hoyerswerda südlich des Verlaufs der B97 bis Abzweig B96 und östlich des Verlaufs der B96 bis zur südlichen Gemeindegrenze,
- Gemeinde Stadt Königsbrück mit dem Ortsteil Röhrsdorf,
- Gemeinde Stadt Weißenberg,
- Gemeinde Stadt Wittichenau östlich der B96,
- Stadt Dresden:
  - Stadtteile Gomlitz, Lausa/Friedersdorf, Marsdorf, Weixdorf,
- Landkreis Görlitz:
  - Gemeinde Boxberg/O.L.,
  - Gemeinde Gablenz,
  - Gemeinde Groß Düben,
  - Gemeinde Hähnichen,
  - Gemeinde Hohendubrau,
  - Gemeinde Horka,
  - Gemeinde Kodersdorf,
  - Gemeinde Königshain,
  - Gemeinde Krauschwitz i.d. O.L.,
  - Gemeinde Kreba-Neudorf,
  - Gemeinde Markersdorf,
  - Gemeinde Mücka,
  - Gemeinde Neißeaue,
  - Gemeinde Quitzdorf am See,
  - Gemeinde Rietschen,
  - Gemeinde Rosenbach nördlich der S129,
  - Gemeinde Schleife,
  - Gemeinde Schönau-Berzdorf a. d. Eigen nördlich der S129,
  - Gemeinde Schöpstal,
  - Gemeinde Stadt Bad Muskau,
  - Gemeinde Stadt Bernstadt a. d. Eigen nördlich der S129,
  - Gemeinde Stadt Görlitz,
  - Gemeinde Stadt Löbau nördlich der B 6 von der Kreisgrenze Bautzen bis zum Abzweig der S 129, auf der S129 bis Gemeindegrenze,
  - Gemeinde Stadt Niesky,
  - Gemeinde Stadt Ostritz nördlich der S129 und K8616,
  - Gemeinde Stadt Reichenbach/O.L.,
  - Gemeinde Stadt Rothenburg/O.L.,
  - Gemeinde Stadt Weißwasser/O.L.,

- Gemeinde Trebendorf,
- Gemeinde Vierkirchen,
- Gemeinde Waldhufen,
- Gemeinde Weißkeißel,
- Landkreis Meißen:
  - Gemeinde Ebersbach,
  - Gemeinde Lampertswalde mit den Ortsteilen Lampertswalde, Mühlbach, Quersa, Schönborn,
  - Gemeinde Moritzburg,
  - Gemeinde Schönfeld,
  - Gemeinde Stadt Coswig nördlich der S80 und östlich der S81,
  - Gemeinde Stadt Radeburg,
  - Gemeinde Thendorf,
  - Gemeinde Weinböhla östlich der S81.

Bundesland Mecklenburg-Vorpommern:

- Landkreis Ludwigslust-Parchim:
  - Gemeinde Brunow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Bauerkühl,
  - Brunow (bei Ludwigslust), Klüß, Löcknitz (bei Parchim),
  - Gemeinde Dambeck mit dem Ortsteil und der Ortschaft:
    - Dambeck (bei Ludwigslust),
  - Gemeinde Ganzlin mit den Ortsteilen und Ortschaften: Barackendorf, Hof Retzow, Klein Damerow, Retzow, Wangelin,
  - Gemeinde Gehlsbach mit den Ortsteilen und Ortschaften: Ausbau Darß, Darß, Hof Karbow, Karbow, Karbow-Ausbau, Quaßlin, Quaßlin Hof, Quaßliner Mühle, Vietlütbe, Wahlstorf
  - Gemeinde Groß Godems mit den Ortsteilen und Ortschaften:
    - Groß Godems, Klein Godems,
  - Gemeinde Karrenzin mit den Ortsteilen und Ortschaften: Herzfeld, Karrenzin, Karrenzin-Ausbau, Neu Herzfeld, Repzin, Wulfsahl,
  - Gemeinde Kreien mit den Ortsteilen und Ortschaften: Ausbau Kreien,
    - Hof Kreien, Kolonie Kreien, Kreien, Wilsen,
  - Gemeinde Kritzow mit dem Ortsteil und der Ortschaft: Benzin,
  - Gemeinde Lübz mit den Ortsteilen und Ortschaften: Burow, Gischow, Meyerberg,
  - Gemeinde Möllenbeck mit den Ortsteilen und Ortschaften: Carlshof, Horst, Menzendorf, Möllenbeck,
  - Gemeinde Parchim mit dem Ortsteil und Ortschaft: Slate,
  - Gemeinde Rom mit dem Ortsteil und Ortschaft: Klein Niendorf,
  - Gemeinde Ruhner Berge mit den Ortsteilen und Ortschaften: Dorf Polnitz, Drenkow, Griebow, Jarchow, Leppin, Malow, Malower Mühle, Marnitz, Mentin, Mooster, Poitendorf, Polnitz, Suckow, Tessenow, Zachow,
  - Gemeinde Siggelkow mit den Ortsteilen und Ortschaften: Groß Pankow, Klein Pankow, Neuburg, Redlin, Siggelkow,
  - Gemeinde Ziegendorf mit den Ortsteilen und Ortschaften: Drefahl, Meierstorf, Neu Drefahl, Pampin, Platschow, Stresendorf, Ziegendorf.

### 3. Estonie

Les zones réglementées II suivantes en Estonie:

- Eesti Vabariik (välja arvatud Hiiu maakond).

### 4. Lettonie

Les zones réglementées II suivantes en Lettonie:

- Aizkraukles novads,
- Alūksnes novads,
- Augšdaugavas novads,
- Ādažu novads,
- Balvu novads,
- Bauskas novads,
- Cēsu novads,
- Dienvidkurzemes novada Aizputes, Cīravas, Lažas, Kalvenes, Kazdangas, Durbes, Dunalkas, Tadaikū, Vecpils, Bārtas, Sakas, Bunkas, Priekules, Gramzdas, Kalētu, Virgas, Dunikas, Embūtes, Vaiņodes, Gaviezes, Rucavas pagasts, Nīcas pagasta daļa uz dienvidiem no apdzīvotas vietas Bernāti, autoceļa V1232, A11, V1222, Bārtas upes, Aizputes, Durbes, Pāvilostas, Priekules pilsēta,
- Dobeles novads,
- Gulbenes novads,
- Jelgavas novads,
- Jēkabpils novads,
- Krāslavas novads,
- Kuldīgas novads,
- Ķekavas novads,
- Limbažu novads,
- Līvānu novads,
- Ludzas novads,
- Madonas novads,
- Mārupes novads,
- Ogres novads,
- Olaines novads,
- Preiļu novads,
- Rēzeknes novads,
- Ropažu novada Garkalnes, Ropažu pagasts, Stopiņu pagasta daļa, kas atrodas uz austrumiem no autoceļa V36, P4 un P5, Acones ielas, Dauguļupes ielas un Dauguļupītes, Vangažu pilsēta,
- Salaspils novads,
- Saldus novads,
- Saulkrastu novads,
- Siguldas novads,
- Smiltenes novads,
- Talsu novads,
- Tukuma novads,
- Valkas novads,
- Valmieras novads,
- Varakļānu novads,

- Ventspils novads,
- Daugavpils valstspilsētas pašvaldība,
- Jelgavas valstspilsētas pašvaldība,
- Jūrmalas valstspilsētas pašvaldība,
- Rēzeknes valstspilsētas pašvaldība.

## 5. Lituanie

Les zones réglementées II suivantes en Lituanie:

- Alytaus miesto savivaldybė,
- Alytaus rajono savivaldybė,
- Anykščių rajono savivaldybė,
- Akmenės rajono savivaldybė,
- Birštono savivaldybė,
- Biržų miesto savivaldybė,
- Biržų rajono savivaldybė,
- Druskininkų savivaldybė,
- Elektrėnų savivaldybė,
- Ignalinos rajono savivaldybė,
- Jonavos rajono savivaldybė,
- Joniškio rajono savivaldybė,
- Jurbarko rajono savivaldybė,
- Kaišiadorių rajono savivaldybė,
- Kalvarijos savivaldybė,
- Kauno miesto savivaldybė,
- Kauno rajono savivaldybė,
- Kazlų rūdos savivaldybė,
- Kelmės rajono savivaldybė,
- Kėdainių rajono savivaldybė,
- Klaipėdos rajono savivaldybė: Judrėnų, Endriejavo ir Veiviržėnų seniūnijos,
- Kupiškio rajono savivaldybė,
- Kretingos rajono savivaldybė,
- Lazdijų rajono savivaldybė,
- Marijampolės savivaldybė,
- Mažeikių rajono savivaldybė,
- Molėtų rajono savivaldybė,
- Pagėgių savivaldybė,
- Pakruojo rajono savivaldybė,
- Panevėžio rajono savivaldybė,
- Panevėžio miesto savivaldybė,
- Pasvalio rajono savivaldybė,
- Radviliškio rajono savivaldybė,
- Rietavo savivaldybė,
- Prienų rajono savivaldybė,

- Plungės rajono savivaldybė,
- Raseinių rajono savivaldybė,
- Rokiškio rajono savivaldybė,
- Skuodo rajono savivaldybės,
- Šakių rajono savivaldybė,
- Šalčininkų rajono savivaldybė,
- Šiaulių miesto savivaldybė,
- Šiaulių rajono savivaldybė,
- Šilutės rajono savivaldybė,
- Širvintų rajono savivaldybė,
- Šilalės rajono savivaldybė,
- Švenčionių rajono savivaldybė,
- Tauragės rajono savivaldybė,
- Telšių rajono savivaldybė,
- Trakų rajono savivaldybė,
- Ukmergės rajono savivaldybė,
- Utenos rajono savivaldybė,
- Varėnos rajono savivaldybė,
- Vilniaus miesto savivaldybė,
- Vilniaus rajono savivaldybė,
- Vilkaviškio rajono savivaldybė,
- Visagino savivaldybė,
- Zarasų rajono savivaldybė.

## 6. Hongrie

Les zones réglementées II suivantes en Hongrie:

- Békés megye 950150, 950250, 950350, 950450, 950550, 950650, 950660, 950750, 950850, 950860, 951050, 951150, 951250, 951260, 951350, 951450, 951460, 951550, 951650, 951750, 952150, 952250, 952350, 952450, 952550, 952650, 953250, 953260, 953270, 953350, 953450, 953550, 953560, 953950, 954050, 954060, 954150, 956250, 956350, 956450, 956550, 956650 és 956750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Borsod-Abaúj-Zemplén megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Fejér megye 403150, 403160, 403250, 403260, 403350, 404250, 404550, 404560, 404570, 405450, 405550, 405650, 406450 és 407050 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Hajdú-Bihar megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Heves megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe,
- Jász-Nagykun-Szolnok megye 750250, 750550, 750650, 750750, 750850, 750970, 750980, 751050, 751150, 751160, 751250, 751260, 751350, 751360, 751450, 751460, 751470, 751550, 751650, 751750, 751850, 751950, 752150, 752250, 752350, 752450, 752460, 752550, 752560, 752650, 752750, 752850, 752950, 753060, 753070, 753150, 753250, 753310, 753450, 753550, 753650, 753660, 753750, 753850, 753950, 753960, 754050, 754150, 754250, 754360, 754370, 754850, 755550, 755650 és 755750 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Komárom-Esztergom megye: 250350, 250850, 250950, 251450, 251550, 251950, 252050, 252150, 252350, 252450, 252460, 252550, 252650, 252750, 252850, 252860, 252950, 252960, 253050, 253150, 253250, 253350, 253450 és 253550 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Nógrád megye valamennyi vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,



- Pest megye 570150, 570250, 570350, 570450, 570550, 570650, 570750, 570850, 570950, 571050, 571150, 571250, 571350, 571650, 571750, 571760, 571850, 571950, 572050, 573550, 573650, 574250, 577250, 580050 és 580150 kódszámú vadgazdálkodási egységeinek teljes területe,
- Szabolcs-Szatmár-Bereg megye valamennyi vadgazdálkodási egységének teljes területe.

## 7. Pologne

Les zones réglementées II suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- gminy Kalinowo, Stare Juchy, Prostki oraz gmina wiejska Elk w powiecie elckim,
- powiat elbląski,
- powiat miejski Elbląg,
- powiat gołdapski,
- powiat piski,
- powiat bartoszycki,
- powiat olecki,
- powiat giżycki,
- powiat braniewski,
- powiat kętrzyński,
- powiat lidzbarski,
- gminy Jedwabno, Szczytno i miasto Szczytno i Świętajno w powiecie szczycieńskim,
- powiat mrągowski,
- powiat węgorzewski,
- gminy Dobre Miasto, Dywity, Świętki, Jonkowo, Gietrzwałd, Olsztynek, Stawiguda, Jeziorany, Kolno, część gminy Biskupiec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 57 w powiecie olsztyńskim,
- powiat miejski Olsztyn,
- powiat nidzicki,
- gminy Kisielice, Susz, Zalewo w powiecie iławskim,
- część powiatu ostródzkiego niewymieniona w części III załącznika I,

w województwie podlaskim:

- powiat bielski,
- powiat grajewski,
- powiat moniecki,
- powiat sejneński,
- gminy Łomża, Piątnica, Jedwabne, Przytuły i Wizna w powiecie łomżyńskim,
- powiat miejski Łomża,
- powiat siemiatycki,
- powiat hajnowski,
- gminy Ciechanowiec, Klukowo, Szepietowo, Kobylin-Borzymy, Nowe Piekuty, Sokoły i część gminy Kulesze Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie wysokomazowieckim,
- gmina Rutki i część gminy Kołaki Kościelne położona na północ od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie zambrowskim,
- gminy Mały Płock i Stawiski w powiecie kolneńskim,
- powiat białostocki,

- powiat suwalski,
  - powiat miejski Suwałki,
  - powiat augustowski,
  - powiat sokólski,
  - powiat miejski Białystok,
- w województwie mazowieckim:
- gminy Domanice, Korczew, Kotuń, Mordy, Paprotnia, Przesmyki, Siedlce, Skórzec, Wiśniew, Wodynie, Zbuczyn w powiecie siedleckim,
  - powiat miejski Siedlce,
  - gminy Ceranów, Jabłonna Lacka, Kosów Lacki, Repki, Sabnie, Sterdyń w powiecie sokołowskim,
  - powiat łosicki,
  - powiat sochaczewski,
  - powiat zwoleński,
  - powiat kozienicki,
  - powiat lipski,
  - powiat radomski
  - powiat miejski Radom,
  - powiat szydłowiecki,
  - gminy Lubowidz i Kuczbork Osada w powiecie żuromińskim,
  - gmina Wieczfnia Kościelna w powiecie mławskim,
  - gminy Bodzanów, Ślubice, Wyszogród i Mała Wieś w powiecie plockim,
  - powiat nowodworski,
  - gminy Czerwińsk nad Wisłą, Naruszewo, Załuski w powiecie płońskim,
  - gminy: miasto Kobyłka, miasto Marki, miasto Ząbki, miasto Zielonka, część gminy Tłuszcz ograniczona liniami kolejowymi: na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Tłuszcz oraz na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy do miasta Tłuszcz, część gminy Jadów położona na północ od linii kolejowej biegnącej od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie wołomińskim,
  - powiat garwoliński,
  - gminy Boguty – Pianki, Brok, Zaręby Kościelne, Nur, Małkinia Górna, część gminy Wąsewo położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 60, część gminy wiejskiej Ostrów Mazowiecka położona na południe od miasta Ostrów Mazowiecka i na południe od linii wyznaczonej przez drogę 60 biegnącą od zachodniej granicy miasta Ostrów Mazowiecka do zachodniej granicy gminy w powiecie ostrowskim,
  - część gminy Sadowne położona na północny- zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową, część gminy Łochów położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez linię kolejową w powiecie węgrowskim,
  - gminy Brańszczyk, Długosiodło, Rząśnik, Wyszków, część gminy Zabrodzie położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie wyszkowskim,
  - gminy Cegłów, Dębe Wielkie, Halinów, Latowicz, Mińsk Mazowiecki i miasto Mińsk Mazowiecki, Mrozy, Siennica, miasto Sulejówek w powiecie mińskim,
  - powiat otwocki,
  - powiat warszawski zachodni,
  - powiat legionowski,
  - powiat piaseczyński,
  - powiat pruszkowski,

- powiat grójecki,
  - powiat grodziski,
  - powiat żyrardowski,
  - powiat białobrzeski,
  - powiat przysuski,
  - powiat miejski Warszawa,
- w województwie lubelskim:
- powiat bialski,
  - powiat miejski Biała Podlaska,
  - gminy Batorz, Godziszów, Janów Lubelski, Modliborzyce w powiecie janowskim,
  - powiat puławski,
  - powiat rycki,
  - powiat łukowski,
  - powiat lubelski,
  - powiat miejski Lublin,
  - powiat lubartowski,
  - powiat łęczyński,
  - powiat świdnicki,
  - gminy Aleksandrów, Biszczka, Józefów, Księżpól, Łukowa, Obsza, Potok Górny, Tarnogród w powiecie biłgorajskim,
  - gminy Dołhobyczów, Mircze, Trzeszczany, Uchanie i Werbkowice w powiecie hrubieszowskim,
  - powiat krasnostawski,
  - powiat chełmski,
  - powiat miejski Chełm,
  - powiat tomaszowski,
  - część powiatu kraśnickiego niewymieniona w części III załącznika I,
  - powiat opolski,
  - powiat parczewski,
  - powiat włodawski,
  - powiat radzyński,
  - powiat miejski Zamość,
  - gminy Adamów, Grabowiec, Komarów – Osada, Krasnobród, Łabunie, Miączyn, Nielisz, Sitno, Skierbieszów, Stary Zamość, Zamość w powiecie zamojskim,
- w województwie podkarpackim:
- część powiatu stalowowolskiego niewymieniona w części III załącznika I,
  - gminy Cieszanów, Horyniec - Zdrój, Narol, Stary Dzików, Oleszyce, Lubaczów z miastem Lubaczów w powiecie lubaczowskim,
  - gmina Stubno w powiecie przemyskim,
  - gminy Chłopice, Jarosław z miastem Jarosław, Pawłosiów i Wiązownice w powiecie jarosławskim,
  - gmina Kamień w powiecie rzeszowskim,
  - gminy Cmolas, Dzikowiec, Kolbuszowa, Majdan Królewski i Niwiska powiecie kolbuszowskim,
  - powiat leżajski,

- powiat niżański,
  - powiat tarnobrzeski,
  - gminy Adamówka, Sieniawa, Tryńcza, Przeworsk z miastem Przeworsk, Zarzecze w powiecie przeworskim,
  - część gminy Sędziszów Małopolski położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Ostrów nie wymieniona w części III załącznika I w powiecie ropczycko – sędziszowskim,
- w województwie pomorskim:
- gminy Dzierzgoń i Stary Dzierzgoń w powiecie sztumskim,
  - gmina Stare Pole w powiecie malborskim,
  - gminy Stegny, Sztutowo i część gminy Nowy Dwór Gdański położona na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 55 biegnącą od południowej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 7, następnie przez drogę nr 7 i S7 biegnącą do zachodniej granicy gminy w powiecie nowodworskim,
- w województwie świętokrzyskim:
- gmina Tarłów i część gminy Ożarów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 74 biegnącą od miejscowości Honorów do zachodniej granicy gminy w powiecie opatowskim,
  - część gminy Brody położona wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 9 i na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 0618T biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania w miejscowości Lipie oraz przez drogę biegnącą od miejscowości Lipie do wschodniej granicy gminy i część gminy Mirzec położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 744 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Tychów Stary a następnie przez drogę nr 0566T biegnącą od miejscowości Tychów Stary w kierunku północno - wschodnim do granicy gminy w powiecie starachowickim,
  - gmina Gowarczów, część gminy Końskie położona na wschód od linii kolejowej, część gminy Stąporków położona na północ od linii kolejowej w powiecie koneckim,
  - gminy Dwikozy i Zawichost w powiecie sandomierskim,
- w województwie lubuskim:
- gminy Bogdaniec, Deszczno, Kłodawa, Kostrzyn nad Odrą, Santok, Witnica w powiecie gorzowskim,
  - powiat miejski Gorzów Wielkopolski,
  - gminy Drezdenko, Strzelce Krajeńskie, Stare Kurowo, Zwierzyn w powiecie strzelecko – drezdeneckim,
  - powiat żarski,
  - gmina Cybinka w powiecie ślubickim,
  - gminy Gozdnicza i Wymiarki w powiecie żagańskim,
  - powiat krośnieński,
  - powiat zielonogórski
  - powiat miejski Zielona Góra,
  - część powiatu nowosolskiego niewymieniona w części III załącznika I,
- w województwie dolnośląskim:
- powiat zgorzelecki,
  - gminy Grębocice i Polkowice w powiecie polkowickim,
  - część powiatu wołowskiego niewymieniona w części III załącznika I,
  - powiat lubiński,
  - gmina Malczyce, Miękinia, Środa Śląska, część gminy Kostomłoty położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4, część gminy Udanin położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie średzkim,

- gmina Wądroże Wielkie w powiecie jaworskim,
- powiat miejski Legnica,
- część powiatu legnickiego niewymieniona w części I i III załącznika I,
- gmina Oborniki Śląskie i część gminy Wisznia Mała położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie trzebnickim,
- gminy Leśna, Lubań i miasto Lubań, Olszyna, Platerówka, Siekierczyn w powiecie lubańskim,
- powiat miejski Wrocław,
- gminy Czernica, Siechnice, część gminy Długołęka położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr S8, część gminy Żórawina położona na wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie wrocławskim,
- gminy Jelcz - Laskowice, Oława z miastem Oława i część gminy Domaniów położona na północny wschód od linii wyznaczonej przez autostradę A4 w powiecie oławskim,
- gmina Bierutów, miasto Oleśnica, część gminy wiejskiej Oleśnica położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr S8 w powiecie oleśnickim,
- gmina Cieszków, część gminy Milicz położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejscowości Lasowice w powiecie milickim,

w województwie wielkopolskim:

- powiat wolsztyński,
- gmina Wielichowo, Rakoniewice część gminy Kamieniec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 308 w powiecie grodziskim,
- gminy Lipno, Osieczna, Świąciechowa, Wijewo, Włoszakowice w powiecie leszczyńskim,
- powiat miejski Leszno,
- gmina Krzywiń, część gminy Śmigiel położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr S5 w powiecie kościańskim,
- powiat obornicki,
- część gminy Połajewo na położona na południe od drogi łączącej miejscowości Chraplewo, Tarnówko-Boruszyn, Krosin, Jakubowo, Połajewo - ul. Ryczywolska do północno-wschodniej granicy gminy w powiecie czarnkowsko-trzcianeckim,
- gmina Suchy Las, część gminy wiejskiej Murowana Goślina położona na północ od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy miasta Murowana Goślina do północno-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Rokietnica położona na północ i na wschód od linii kolejowej biegnącej od północnej granicy gminy w miejscowości Krzyszkowo do południowej granicy gminy w miejscowości Kiekrz w powiecie poznańskim,
- część gminy Duszniki położona na północny – zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Duszniki, a następnie na północ od linii wyznaczonej przez ul. Niewierską oraz drogę biegnącą przez miejscowość Niewierz do zachodniej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na wschód od wschodniej granicy miasta Szamotuły i na północ od linii kolejowej biegnącej od południowej granicy miasta Szamotuły do południowo-wschodniej granicy gminy oraz część gminy Obrzycko położona na wschód od drogi nr 185 łączącej miejscowości Gaj Mały, Słapanowo i Obrzycko do północnej granicy miasta Obrzycko, a następnie na wschód od drogi przebiegającej przez miejscowość Chraplewo w powiecie szamotulskim,
- gmina Malanów, część gminy Tuliszków położona na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 72 biegnącej od wschodniej granicy gminy do miasta Turek, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 72 w mieście Turek do zachodniej granicy gminy w powiecie tureckim,
- część gminy Rychwał położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od południowej granicy gminy do miejscowości Rychwał, a następnie na południe od linii wyznaczonej przez drogę nr 443 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 w miejscowości Rychwał do wschodniej granicy gminy w powiecie konińskim,

- gmina Mycielin, część gminy Stawiszyn położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 25 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Zbiersk, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Zbiersk – Łyczyn – Petryki biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 25 do południowej granicy gminy, część gminy Ceków - Kolonia położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Młynisko – Morawin - Janków w powiecie kaliskim,
  - gminy Gostyń i Pępowo w powiecie gostyńskim,
  - gminy Kobylin, Zduny, część gminy Krotoszyn położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogi: nr 15 biegnącą od północnej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 36, nr 36 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 15 do skrzyżowania z drogą nr 444, nr 444 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 do południowej granicy gminy w powiecie krotoszyńskim,
- w województwie łódzkim:
- gminy Białaczów, Drzewica, Opoczno i Poświętne w powiecie opoczyńskim,
  - gminy Biała Rawska, Regnów i Sadkowiec w powiecie rawskim,
  - gmina Kowiesy w powiecie skierniewickim,
- w województwie zachodniopomorskim:
- gmina Boleszkowice i część gminy Dębno położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 126 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 23 w miejscowości Dębno, następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 23 do skrzyżowania z ul. Jana Pawła II w miejscowości Cychry, następnie na południe od ul. Jana Pawła II do skrzyżowania z ul. Ogrodową i dalej na południe od linii wyznaczonej przez ul. Ogrodową, której przedłużenie biegnie do wschodniej granicy gminy w powiecie myśliborskim,
  - gminy Banie, Cedynia, Chojna, Gryfino, Mieszkowice, Moryń, Trzcianko – Zdrój, Widuchowa w powiecie gryfińskim,
- w województwie opolskim:
- gmina Lubsza część gminy Skarbimierz położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 39 w powiecie brzeskim,
  - gminy Świerczów, Wilków, część gminy Namysłów położona na południe od linii wyznaczonej przez linię kolejową biegnącą od wschodniej do zachodniej granicy gminy w powiecie namysłowskim.

## 8. Slovaquie

Les zones réglementées II suivantes en Slovaquie:

- the whole district of Gelnica,
- the whole district of Poprad
- the whole district of Spišská Nová Ves,
- the whole district of Levoča,
- the whole district of Kežmarok
- in the whole district of Michalovce except municipalities included in zone III,
- the whole district of Košice-okolie,
- the whole district of Rožnava,
- the whole city of Košice,
- the whole district of Sobrance,
- the whole district of Vranov nad Topľou,
- the whole district of Humenné except municipalities included in zone III,
- the whole district of Snina,
- the whole district of Prešov,
- the whole district of Sabinov,
- the whole district of Svidník,

- the whole district of Medzilaborce,
- the whole district of Stropkov
- the whole district of Bardejov,
- the whole district of Stará Ľubovňa,
- the whole district of Revúca,
- the whole district of Rimavská Sobota except municipalities included in zone III,
- in the district of Veľký Krtíš, the whole municipalities not included in part I,
- the whole district of Lučenec,
- the whole district of Poltár
- the whole district of Zvolen,
- the whole district of Detva,
- in the district of Krupina the whole municipalities of Senohrad, Horné Mladonice, Dolné Mladonice, Čekovce, Lackov, Zemiansky Vrbovok, Kozí Vrbovok, Čabradský Vrbovok, Cerovo, Trpín, Litava,
- In the district of Banská Bystrica, the whole municipalities of Kremnička, Malachov, Badín, Vlkanová, Hronsek, Horná Mičiná, Dolná Mičiná, Môlča Oravce, Čáčín, Čerín, Bečov, Sebedín, Dúbravica, Hrochoť, Poniky, Strelníky, Povrazník, Ľubietová, Brusno, Banská Bystrica,
- the whole district of Brezno,
- in the district of Liptovský Mikuláš, the municipalities of Važec, Malužiná, Kráľova Lehota, Liptovská Porúbka, Nižná Boca, Vyšná Boca a Východná – a part of municipality south of the highway D1.

### PART III

#### 1. Bulgarie

Les zones réglementées III suivantes en Bulgarie:

- the whole region of Gabrovo,
- the whole region of Lovech,
- the whole region of Montana,
- the Pazardzhik region:
  - the whole municipality of Pazardzhik,
  - the whole municipality of Panagyurishte,
  - the whole municipality of Lesichevo,
  - the whole municipality of Septemvri,
  - the whole municipality of Strelcha,
- the Pleven region:
  - the whole municipality of Belene,
  - the whole municipality of Gulyantzi,
  - the whole municipality of Dolna Mitropolia,
  - the whole municipality of Dolni Dabnik,
  - the whole municipality of Iskar,
  - the whole municipality of Knezha,
  - the whole municipality of Nikopol,
  - the whole municipality of Pordim,
  - the whole municipality of Cherven bryag,

- the Plovdiv region
  - the whole municipality of Hisar,
  - the whole municipality of Suedinenie,
  - the whole municipality of Maritsa
  - the whole municipality of Rodopi,
  - the whole municipality of Plovdiv,
- the Ruse region:
  - the whole municipality of Dve mogili,
- the Shumen region:
  - the whole municipality of Veliki Preslav,
  - the whole municipality of Venetz,
  - the whole municipality of Varbitza,
  - the whole municipality of Kaolinovo,
  - the whole municipality of Novi pazar,
  - the whole municipality of Smyadovo,
  - the whole municipality of Hitrino,
- the Silistra region:
  - the whole municipality of Alfatar,
  - the whole municipality of Glavinitsa,
  - the whole municipality of Dulovo
  - the whole municipality of Kaynardzha,
  - the whole municipality of Tutrakan,
- the Sliven region:
  - the whole municipality of Kotel,
  - the whole municipality of Nova Zagora,
  - the whole municipality of Tvarditza,
- the Targovishte region:
  - the whole municipality of Antonovo,
  - the whole municipality of Omurtag,
  - the whole municipality of Opaka,
- the Vidin region,
  - the whole municipality of Belogradchik,
  - the whole municipality of Boynitza,
  - the whole municipality of Bregovo,
  - the whole municipality of Gramada,
  - the whole municipality of Dimovo,
  - the whole municipality of Kula,
  - the whole municipality of Makresh,
  - the whole municipality of Novo selo,
  - the whole municipality of Ruzhintzi,
  - the whole municipality of Chuprene,



- the Veliko Tarnovo region:
  - the whole municipality of Veliko Tarnovo,
  - the whole municipality of Gorna Oryahovitza,
  - the whole municipality of Elena,
  - the whole municipality of Zlataritza,
  - the whole municipality of Lyaskovetz,
  - the whole municipality of Pavlikeni,
  - the whole municipality of Polski Trambesh,
  - the whole municipality of Strazhitza,
  - the whole municipality of Suhindol,
  - the whole region of Vratza,
- in Varna region:
- the whole municipality of Avren,
  - the whole municipality of Beloslav,
  - the whole municipality of Byala,
  - the whole municipality of Dolni Chiflik,
  - the whole municipality of Devnya,
  - the whole municipality of Dalgopol,
  - the whole municipality of Provadia,
  - the whole municipality of Suvorovo,
  - the whole municipality of Varna,
  - the whole municipality of Vetrino,
- in Burgas region:
  - the whole municipality of Burgas,
  - the whole municipality of Kameno,
  - the whole municipality of Malko Tarnovo,
  - the whole municipality of Primorsko,
  - the whole municipality of Sozopol,
  - the whole municipality of Sredets,
  - the whole municipality of Tsarevo,
  - the whole municipality of Sungurlare,
  - the whole municipality of Ruen,
  - the whole municipality of Aytos.

## 2. Italie

Les zones réglementées III suivantes en Italie:

- tutto il territorio della Sardegna.

## 3. Pologne

Les zones réglementées III suivantes en Pologne:

w województwie warmińsko-mazurskim:

- powiat działdowski,
- część powiatu iławskiego niewymieniona w części II załącznika I,

- powiat nowomiejski,
  - gminy Dąbrówno, Grunwald i Ostróda z miastem Ostróda w powiecie ostródzkim,
  - gminy Barczewo, Purda, część gminy Biskupiec położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr w powiecie olsztyńskim,
  - gminy Dźwierzuty, Pasyw w powiecie szczycieńskim,
- w województwie lubelskim:
- gminy Radecznica, Sułów, Szczepieszyn, Zwierzyniec w powiecie zamojskim,
  - gminy Biłgoraj z miastem Biłgoraj, Goraj, Frampol, Tereszpol i Turobin w powiecie biłgorajskim,
  - gminy Horodło, Hrubieszów z miastem Hrubieszów w powiecie hrubieszowskim,
  - gminy Dzwola, Chrzanów i Potok Wielki w powiecie janowskim,
  - gminy Gościeradów i Trzydnik Duży w powiecie krańickim,
- w województwie podkarpackim:
- powiat mielecki,
  - gminy Radomyśl nad Sanem i Zaklików w powiecie stalowowolskim,
  - część gminy Ostrów położona na północ od drogi linii wyznaczonej przez drogę nr A4 biegnącą od zachodniej granicy gminy do skrzyżowania z drogą nr 986, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 986 biegnącą od tego skrzyżowania do miejscowości Osieka i dalej na zachód od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Osieka - Blizna w powiecie ropczycko - sędziszowskim,
  - gminy Czarna, Pilzno, Żyraków i część gminy wiejskiej Dębica położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr A4 w powiecie dębickim,
  - gmina Wielkie Oczy w powiecie lubaczowskim,
  - gminy Laszki, Radymno z miastem Radymno, w powiecie jarosławskim,
- w województwie lubuskim:
- gminy Górzycza, Ośno Lubuskie, Rzepin, Słubice w powiecie słubickim,
  - gminy Brzeźnica, Iłowa, Małomice, Niegosławice, Szprotawa, Żagań z miastem Żagań w powiecie żagańskim,
  - powiat sulęciński,
  - powiat międzyrzecki,
  - gminy Bytom Odrzański, Nowe Miasteczko, Siedlisko w powiecie nowosolskim,
  - powiat wschowski,
  - powiat świebodziński,
- w województwie wielkopolskim:
- gminy Krzemieniewo, Rydzyna w powiecie leszczyńskim,
  - gminy Krobia i Poniec w powiecie gostyńskim,
  - powiat rawicki,
  - powiat nowotomyski,
  - powiat międzychodzki,
  - gmina Pniewy, część gminy Ostroróg położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 186 i 184 biegnące od granicy gminy do miejscowości Ostroróg, a następnie od miejscowości Ostroróg przez miejscowości Piaskowo - Rudki do południowej granicy gminy, część gminy Wronki położona na południe od linii wyznaczonej przez rzekę Wartę biegnącą od zachodniej granicy gminy do przecięcia z drogą nr 182, a następnie na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 182 oraz 184 biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 182 do południowej granicy gminy, część gminy Szamotuły położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 306 i drogę łączącą miejscowości Lipnica - Ostroróg w powiecie szamotulskim,

w województwie dolnośląskim:

- powiat górowski,
- gminy Prusice i Żmigród w powiecie trzebnickim,
- powiat głogowski,
- powiat bolesławiecki,
- gminy Chocianów, Gaworzyce, Radwanice i Przemków w powiecie polkowickim,
- gmina Chojnów i miasto Chojnów w powiecie legnickim,
- gmina Zagrodno w powiecie złotoryjskim,
- część gminy Wołów położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę nr 339 biegnącą od wschodniej granicy gminy do miejscowości Pełczyn, a następnie na północny - wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 339 i łączącą miejscowości Pełczyn – Smogorzówek, część gminy Wińsko położona na wschód od linii wyznaczonej przez drogę nr 36 biegnącą od północnej granicy gminy do miejscowości Wińsko, a następnie na wschód od linii wyznaczonej przez drogę biegnącą od skrzyżowania z drogą nr 36 w miejscowości Wińsko i łączącą miejscowości Wińsko - Smogorzów Wielki – Smogorzówek w powiecie wołowskim,
- część gminy Milicz położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 15 biegnącej od północnej granicy gminy do południowej granicy gminy w miejscowości Lasowice w powiecie milickim,

w województwie świętokrzyskim:

- gminy Gnojno, Pacanów, Stopnica, Tuczępy, część gminy Busko Zdrój położona na północ od linii wyznaczonej przez drogę łączącą miejscowości Siedlawy-Szaniec- Podgaje-Kończakowice w powiecie buskim,
- gminy Łubnice, Oleśnica, Połaniec, część gminy Rytwiany położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 764, część gminy Szydłów położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogę nr 756 w powiecie staszowskim,
- gminy Chęciny, Chmielnik, Daleszyce, Górno, Masłów, Miedziana Góra, Mniów, Morawica, Łopuszno, Piekoszów, Pierchnica, Sitkówka-Nowiny, Strawczyn, Zagnańsk, część gminy Raków położona na zachód od linii wyznaczonej przez drogi nr 756 i 764 w powiecie kieleckim,
- powiat miejski Kielce,
- gminy Kluczewsko, Krasocin, Włoszczowa w powiecie włoszczowskim,
- gmina Kije w powiecie pińczowskim,
- gminy Małogoszcz, Oksa, Sobków w powiecie jędrzejowskim,
- gmina Słupia Konecka w powiecie koneckim,

w województwie małopolskim:

- gminy Dąbrowa Tarnowska, Radgoszcz, Szczucin w powiecie dąbrowskim,
- gminy Lisia Góra, Pleśna, Ryglice, Skrzyszów, Tarnów, Tuchów w powiecie tarnowskim,
- powiat miejski Tarnów.

#### 4. Roumanie

Les zones réglementées III suivantes en Roumanie:

- Zona oraşului Bucureşti,
- Judeţul Constanţa,
- Judeţul Satu Mare,
- Judeţul Tulcea,
- Judeţul Bacău,
- Judeţul Bihor,
- Judeţul Bistriţa Năsăud,

- Județul Brăila,
- Județul Buzău,
- Județul Călărași,
- Județul Dâmbovița,
- Județul Galați,
- Județul Giurgiu,
- Județul Ialomița,
- Județul Ilfov,
- Județul Prahova,
- Județul Sălaj,
- Județul Suceava
- Județul Vaslui,
- Județul Vrancea,
- Județul Teleorman,
- Județul Mehedinți,
- Județul Gorj,
- Județul Argeș,
- Județul Olt,
- Județul Dolj,
- Județul Arad,
- Județul Timiș,
- Județul Covasna,
- Județul Brașov,
- Județul Botoșani,
- Județul Vâlcea,
- Județul Iași,
- Județul Hunedoara,
- Județul Alba,
- Județul Sibiu,
- Județul Caraș-Severin,
- Județul Neamț,
- Județul Harghita,
- Județul Mureș,
- Județul Cluj,
- Județul Maramureș.

## 5. Slovaquie

Les zones réglementées III suivantes en Slovaquie:

- In the district of Lučenec: Lučenec a jeho časti, Panické Dravce, Mikušovce, Pinciná, Holiša, Vidiná, Boľkovce, Trebeľovce, Halič, Stará Halič, Tomášovce, Trenč, Veľká nad Ipľom, Buzitka (without settlement Dóra), Prša, Nitra nad Ipľom, Mašková, Lehôtka, Kalonda, Jelšovec, Luboreč, Filákovské Kováče, Lipovany, Mučín, Rapovce, Lupoč, Gregorova Vieska, Praha,
- In the district of Poltár: Kalinovo, Veľká Ves,
- The whole district of Trebišov',
- The whole district of Vranov and Topľou,

- 
- In the district of Humenné: Lieskovec, Myslina, Humenné, Jasenov, Brekov, Závadka, Topoľovka, Hudcovce, Ptičie, Chlmec, Porúbka, Brestov, Gruzovce, Ohradzany, Slovenská Volová, Karná, Lackovce, Kochanovce, Hažín nad Cirochou,
  - In the district of Michalovce: Strážske, Staré, Oreské, Zbudza, Voľa, Nacina Ves, Pusté Čemerné, Lesné, Rakovec nad Ondavou, Petříkovce, Oborín, Veľké Raškovce, Beša,
  - In the district of Nové Zámky: Sikenička, Pavlová, Bíňa, Kamenín, Kamenný Most, Malá nad Hronom, Belá, Lubá, Šarkan, Gbelce, Nová Vieska, Bruty, Svodín,
  - In the district of Levice: Veľké Ludince, Farná, Kuraľany, Keť, Pohronský Ruskov, Čata,
  - In the district of Rimavská Sobota: Jesenské, Gortva, Hodejov, Hodejovec, Širkovce, Šimonovce, Drňa, Hostice, Gemerské Dechtáre, Jestice, Dubovec, Rimavské Janovce, Rimavská Sobota, Belín, Pavlovce, Sútor, Bottovo, Dúžava, Mojín, Konrádovce, Čierny Potok, Blhovce, Gemerček, Hajnáčka.»
-

# RECOMMANDATIONS

## RECOMMANDATION (UE) 2022/66 DU CONSEIL

du 17 janvier 2022

### **modifiant la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, points b) et e), et son article 292, première et deuxième phrases,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 30 juin 2020, le Conseil a adopté une recommandation concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction <sup>(1)</sup> (ci-après dénommée «recommandation du Conseil»).
- (2) Depuis lors, le Conseil a adopté les recommandations (UE) 2020/1052 <sup>(2)</sup>, (UE) 2020/1144 <sup>(3)</sup>, (UE) 2020/1186 <sup>(4)</sup>, (UE) 2020/1551 <sup>(5)</sup>, (UE) 2020/2169 <sup>(6)</sup>, (UE) 2021/89 <sup>(7)</sup>, (UE) 2021/132 <sup>(8)</sup>, (UE) 2021/767 <sup>(9)</sup>, (UE) 2021/892 <sup>(10)</sup>, (UE) 2021/992 <sup>(11)</sup>, (UE) 2021/1085 <sup>(12)</sup>, (UE) 2021/1170 <sup>(13)</sup>, (UE) 2021/1346 <sup>(14)</sup>, (UE) 2021/1459 <sup>(15)</sup>, (UE) 2021/1712 <sup>(16)</sup>, (UE) 2021/1782 <sup>(17)</sup>, (UE) 2021/1896 <sup>(18)</sup>, (UE) 2021/1945 <sup>(19)</sup>, (UE) 2021/2022 <sup>(20)</sup> and (UE) 2021/2150 <sup>(21)</sup> modifiant la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction.
- (3) Le 20 mai 2021, le Conseil a adopté la recommandation (UE) 2021/816 modifiant la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction <sup>(22)</sup> afin d'actualiser les critères utilisés pour déterminer si les déplacements non essentiels en provenance de pays tiers sont sûrs et s'il y a lieu de les autoriser.

<sup>(1)</sup> JO L 208 I du 1.7.2020, p. 1.

<sup>(2)</sup> JO L 230 du 17.7.2020, p. 26.

<sup>(3)</sup> JO L 248 du 31.7.2020, p. 26.

<sup>(4)</sup> JO L 261 du 11.8.2020, p. 83.

<sup>(5)</sup> JO L 354 du 26.10.2020, p. 19.

<sup>(6)</sup> JO L 431 du 21.12.2020, p. 75.

<sup>(7)</sup> JO L 33 du 29.1.2021, p. 1.

<sup>(8)</sup> JO L 41 du 4.2.2021, p. 1.

<sup>(9)</sup> JO L 165 I du 11.5.2021, p. 66.

<sup>(10)</sup> JO L 198 du 4.6.2021, p. 1.

<sup>(11)</sup> JO L 221 du 21.6.2021, p. 12.

<sup>(12)</sup> JO L 235 du 2.7.2021, p. 27.

<sup>(13)</sup> JO L 255 du 16.7.2021, p. 3.

<sup>(14)</sup> JO L 306 du 31.8.2021, p. 4.

<sup>(15)</sup> JO L 320 du 10.9.2021, p. 1.

<sup>(16)</sup> JO L 341 du 24.9.2021, p. 1.

<sup>(17)</sup> JO L 360 du 11.10.2021, p. 128.

<sup>(18)</sup> JO L 388 du 3.11.2021, p. 1.

<sup>(19)</sup> JO L 397 du 10.11.2021, p. 28.

<sup>(20)</sup> JO L 413 du 19.11.2021, p. 37.

<sup>(21)</sup> JO L 434 du 6.12.2021, p. 8.

<sup>(22)</sup> JO L 182 du 21.5.2021, p. 1.

- (4) La recommandation du Conseil prévoit que les États membres devraient lever progressivement la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020, de manière coordonnée et à l'égard des résidents des pays tiers dont la liste figure à son annexe I. Toutes les deux semaines, la liste des pays tiers figurant à l'annexe I devrait faire l'objet d'un réexamen et, selon le cas, d'une mise à jour par le Conseil, après d'étroites consultations menées avec la Commission et les agences et services de l'UE concernés à l'issue d'une évaluation globale effectuée sur la base de la méthodologie, des critères et des informations visés dans la recommandation du Conseil.
- (5) Depuis lors, des discussions ont eu lieu au sein du Conseil sur le réexamen de la liste des pays tiers figurant à l'annexe I de la recommandation du Conseil, en concertation étroite avec la Commission et les agences et services de l'Union concernés et en application des critères et de la méthodologie définis dans ladite recommandation, telle que modifiée par la recommandation (UE) 2021/816. Il ressort de ces discussions qu'il convient de modifier la liste des pays tiers figurant à l'annexe I. En particulier, l'Argentine, l'Australie et le Canada devraient être retirés de la liste.
- (6) Le contrôle aux frontières n'existe pas seulement dans l'intérêt de l'État membre aux frontières extérieures duquel il s'exerce, mais dans l'intérêt de l'ensemble des États membres ayant aboli le contrôle aux frontières à leurs frontières intérieures. Les États membres devraient donc veiller à ce que les mesures prises aux frontières extérieures soient coordonnées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'espace Schengen. À cette fin, à compter du 17 janvier 2022, les États membres devraient continuer à lever la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE de manière coordonnée et à l'égard des résidents des pays tiers, des régions administratives spéciales *et des autres entités et autorités territoriales* dont la liste figure à l'annexe I de la recommandation du Conseil modifiée par la présente recommandation.
- (7) Conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption de la présente recommandation et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application. La présente recommandation développant l'acquis de Schengen, le Danemark décide, conformément à l'article 4 dudit protocole, dans un délai de six mois à partir de la décision du Conseil sur la présente recommandation, s'il la met en œuvre.
- (8) La présente recommandation constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil <sup>(23)</sup>; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente recommandation et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (9) En ce qui concerne l'Islande et la Norvège, la présente recommandation constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen au sens de l'accord conclu par le Conseil de l'Union européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur l'association de ces deux États à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, qui relèvent du domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, point A, de la décision 1999/437/CE du Conseil <sup>(24)</sup>.
- (10) En ce qui concerne la Suisse, la présente recommandation constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen au sens de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, qui relèvent du domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, point A, de la décision 1999/437/CE <sup>(25)</sup> du Conseil, lue en liaison avec l'article 3 de la décision 2008/146/CE du Conseil <sup>(26)</sup>.

<sup>(23)</sup> Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).

<sup>(24)</sup> JO L 176 du 10.7.1999, p. 31.

<sup>(25)</sup> JO L 53 du 27.2.2008, p. 52.

<sup>(26)</sup> Décision 2008/146/CE du Conseil du 28 janvier 2008 relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (JO L 53 du 27.2.2008, p. 1).

- (11) En ce qui concerne le Liechtenstein, la présente recommandation constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen au sens du protocole entre l'Union européenne, la Communauté européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen, qui relèvent du domaine visé à l'article 1<sup>er</sup>, point A, de la décision 1999/437/CE <sup>(27)</sup>, lue en liaison avec l'article 3 de la décision 2011/350/UE du Conseil <sup>(28)</sup>,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE RECOMMANDATION:

La recommandation (UE) 2020/912 du Conseil, modifiée par les recommandations (UE) 2020/1052, (UE) 2020/1144, (UE) 2020/1186, (UE) 2020/1551, (UE) 2020/2169, (UE) 2021/89, (UE) 2021/132, (UE) 2021/767, (UE) 2021/816, (UE) 2021/892, (UE) 2021/992, (UE) 2021/1085, (UE) 2021/1170, (UE) 2021/1346, (UE) 2021/1459, (UE) 2021/1712, (UE) 2021/1782, (UE) 2021/1896, (UE) 2021/1945, (UE) 2021/2022 et (UE) 2021/2150, concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction est modifiée comme suit:

1) Le point 1, premier alinéa, de la recommandation du Conseil est remplacé par le texte suivant:

- «1. À compter du 17 janvier 2022, les États membres devraient lever progressivement la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE, de manière coordonnée et à l'égard des résidents des pays tiers dont la liste figure à l'annexe I.»

2) L'annexe I de la recommandation est remplacée par le texte suivant:

«ANNEXE I

Pays tiers, régions administratives spéciales et autres entités et autorités territoriales dont les résidents ne devraient pas être affectés par une restriction temporaire aux frontières extérieures des déplacements non essentiels vers l'UE:

I. ÉTATS

1. BAHREÏN
2. CHILI
3. COLOMBIE
4. INDONÉSIE
5. KOWEÏT
6. NOUVELLE-ZÉLANDE
7. PÉROU
8. QATAR
9. RWANDA
10. ARABIE SAOUDITE
11. CORÉE DU SUD
12. ÉMIRATS ARABES UNIS
13. URUGUAY
14. CHINE (\*)

<sup>(27)</sup> JO L 160 du 18.6.2011, p. 21.

<sup>(28)</sup> Décision 2011/350/UE du Conseil du 7 mars 2011 relative à la conclusion, au nom de l'Union européenne, du protocole entre l'Union européenne, la Communauté européenne, la Confédération suisse et la Principauté de Liechtenstein sur l'adhésion de la Principauté de Liechtenstein à l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de la Confédération suisse à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen en ce qui concerne la suppression des contrôles aux frontières intérieures et la circulation des personnes (JO L 160 du 18.6.2011, p. 19).



**II. RÉGIONS ADMINISTRATIVES SPÉCIALES DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

RAS de Hong Kong

RAS de Macao

**III. ENTITÉS ET AUTORITÉS TERRITORIALES NON RECONNUES COMME ÉTATS PAR AU MOINS UN ÉTAT MEMBRE**

Taiwan

---

(\*) sous réserve de confirmation de la réciprocité.»

Fait à Bruxelles, le 17 janvier 2022.

*Par le Conseil*  
*Le président*  
J. DENORMANDIE

---

# ORIENTATIONS

## ORIENTATION (UE) 2022/67 DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

du 6 janvier 2022

### modifiant l'orientation (UE) 2021/830 concernant les statistiques relatives aux postes de bilan et les statistiques relatives aux taux d'intérêt des institutions financières monétaires (BCE/2022/1)

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 127, paragraphe 2,

vu les statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne, et notamment leurs articles 5.1, 12.1 et 14.3,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 11, paragraphe 2, de l'orientation (UE) 2021/830 de la Banque centrale européenne (BCE/2021/11) <sup>(1)</sup> dispose que les banques centrales nationales (BCN) peuvent octroyer aux agents déclarants des dérogations à certains indicateurs ayant trait aux informations statistiques à déclarer concernant les statistiques relatives aux taux d'intérêt des institutions financières monétaires (IFM) qui figurent à l'annexe I du règlement (UE) n° 1072/2013 de la Banque centrale européenne (BCE/2013/34) <sup>(2)</sup>.
- (2) Il convient que les indicateurs pour lesquels des dérogations peuvent être octroyées conformément à l'article 11, paragraphe 2, de l'orientation (UE) 2021/830 (BCE/2021/11) soient alignés sur l'article 17, paragraphe 3, de l'orientation BCE/2014/15 de la Banque centrale européenne <sup>(3)</sup>, qui a été abrogée par l'orientation (UE) 2021/835 de la Banque centrale européenne (BCE/2021/16) <sup>(4)</sup> avec effet au 1<sup>er</sup> février 2022.
- (3) Il est nécessaire de préciser l'article 12, paragraphe 1, et l'article 15, paragraphe 6, de l'orientation (UE) 2021/830 (BCE/2021/11) en ce qui concerne, respectivement, les références à la population déclarante de référence et les conditions dans lesquelles le directoire peut exercer les pouvoirs qui lui ont été délégués pour accorder ou retirer l'autorisation d'appliquer le seuil prévu à l'article 15, paragraphe 1, point c).
- (4) Il convient donc de modifier l'orientation (UE) 2021/830 (BCE/2021/11) en conséquence,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE ORIENTATION:

*Article premier*

#### **Modifications**

L'orientation (UE) 2021/830 (BCE/2021/11) est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 11, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:

«2. Les BCN peuvent octroyer des dérogations aux obligations de déclaration statistique suivantes concernant les taux d'intérêt sur les crédits couverts par une sûreté/des garanties accordés aux sociétés non financières et les volumes de contrats de ces crédits:

<sup>(1)</sup> Orientation (UE) 2021/830 de la Banque centrale européenne du 26 mars 2021 concernant les statistiques relatives aux postes de bilan et les statistiques relatives aux taux d'intérêt des institutions financières monétaires (BCE/2021/11) (JO L 208 du 11.6.2021, p. 1).

<sup>(2)</sup> Règlement (UE) n° 1072/2013 de la Banque centrale européenne du 24 septembre 2013 concernant les statistiques sur les taux d'intérêt appliqués par les institutions financières monétaires (BCE/2013/34) (JO L 297 du 7.11.2013, p. 51).

<sup>(3)</sup> Orientation BCE/2014/15 de la Banque centrale européenne du 4 avril 2014 relative aux statistiques monétaires et financières (JO L 340 du 26.11.2014, p. 1).

<sup>(4)</sup> Orientation (UE) 2021/835 de la Banque centrale européenne du 26 mars 2021 abrogeant l'orientation BCE/2014/15 relative aux statistiques monétaires et financières (BCE/2021/16) (JO L 208 du 11.6.2021, p. 335).

- a) indicateurs 62 à 79 figurant dans le tableau 3 de l'annexe I, appendice 2, du règlement (UE) n° 1072/2013 (BCE/2013/34); et
- b) indicateurs 81, 83 et 85 figurant dans le tableau 4 de l'annexe I, appendice 2, du règlement (UE) n° 1072/2013 (BCE/2013/34),

sous réserve que le volume de contrats agrégé au niveau national du total des crédits dans la catégorie de montant des crédits et la catégorie de période initiale de fixation du taux d'intérêt correspondantes, conformément aux indicateurs 37 à 54 figurant dans le tableau 2 de l'annexe I, appendice 2, du règlement (UE) n° 1072/2013 (BCE/2013/34), représente moins de:

- i) 10 % du volume de contrats agrégé au niveau national de la somme de l'ensemble des crédits dans la même catégorie de montant; et
- ii) 2 % du volume de contrats agrégé au niveau de la zone euro pour la même catégorie de montant et de période initiale de fixation du taux d'intérêt.

Les dérogations octroyées par les BCN en vertu du présent paragraphe sont sans préjudice de l'article 4 du règlement (UE) n° 1072/2013 (BCE/2013/34).».

- 2) À l'article 12, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Lorsque les informations statistiques relatives aux taux d'intérêt des IFM reçues par les BCN ne représentent pas la population déclarante de référence en raison du recours à un échantillonnage, les BCN sélectionnent et conservent l'échantillon et procèdent à une extrapolation des informations statistiques relatives aux volumes de nouveaux contrats de façon à ce que 100 % de la population déclarante de référence soit représentée, comme précisé à l'annexe III, deuxième partie, de la présente orientation.».

- 3) À l'article 15, le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant:

«6. Le conseil des gouverneurs de la BCE peut déléguer au directoire le pouvoir d'accorder ou de retirer l'autorisation d'appliquer le seuil prévu au paragraphe 1, point c), en vertu du paragraphe 2. Lorsqu'il exerce ce pouvoir délégué, le directoire prend en considération le fait que la charge de déclaration incombant à la BCN concernée se trouve disproportionnellement affectée ou non lorsque le seuil n'est pas appliqué.».

## Article 2

### Prise d'effet

1. La présente orientation prend effet le jour de sa notification aux banques centrales nationales des États membres dont la monnaie est l'euro.
2. Les banques centrales nationales des États membres dont la monnaie est l'euro ainsi que la BCE se conforment à la présente orientation à compter du 1<sup>er</sup> février 2022.

## Article 3

### Destinataires

Toutes les banques centrales de l'Eurosystème sont destinataires de la présente orientation.

Fait à Francfort-sur-le-Main, le 6 janvier 2022.

Pour le conseil des gouverneurs de la BCE  
La présidente de la BCE  
Christine LAGARDE



ISSN 1977-0693 (édition électronique)  
ISSN 1725-2563 (édition papier)



Office des publications  
de l'Union européenne  
L-2985 Luxembourg  
LUXEMBOURG

**FR**